



Sur la route
Repenser les rues
du Québec pour
mieux protéger
les piétons

Page B 5

Montréal élargit
son réseau sans fil
gratuit au centre-
ville et au Quartier
des spectacles

Page A 3



www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVIII N° 152

LE DEVOIR, LE LUNDI 10 JUILLET 2017

1,30 \$ + TAXES = 1,50 \$



PIERRE LAHOUD

La rivière Jupiter, sur l'île d'Anticosti, abrite des saumons de l'Atlantique, une espèce en voie de disparition.

Les Innus mettent en demeure Ottawa

Pêches et Océans Canada
autorise Hydrocarbures
Anticosti à prélever de l'eau
pour faire des forages avec
fracturation

ALEXANDRE SHIELDS

Des Innus de la Côte-Nord viennent d'envoyer une mise en demeure au gouvernement fédéral, exigeant l'annulation des autorisations accordées à Hydrocarbures Anticosti pour mener des forages avec fracturation sur l'île, a appris *Le Devoir*. Ottawa vient en effet de donner le feu vert au prélèvement d'eau dans des rivières d'Anticosti, ce qui permet à Pétrolia de poursuivre les travaux d'exploration. Pendant ce temps, Québec tente toujours de parvenir à une entente avec l'entreprise pour mettre un terme au projet pétrolier.

C'est le chef Jean-Charles Piétacho, de la communauté innue d'Ekuanitshit, située en Minganie, qui a fait parvenir la mise en demeure à Pêches et Océans Canada. Selon lui, le gouvernement canadien a fait fi de son

VOIR PAGE A 8 : ANTICOSTI

La libération de Mossoul pourrait s'avérer décisive

Il s'agit du plus important revers pour le groupe armé État islamique depuis sa fulgurante offensive il y a trois ans

AMÉLI PINEDA

Alors que l'Irak a déclaré dimanche la « victoire » à Mossoul contre le groupe armé État islamique (EI) à l'issue d'une bataille de près de neuf mois, les prochaines semaines seront les plus déterminantes puisqu'elles montreront si le groupe a véritablement été détruit ou seulement fragilisé.

Dimanche, le premier ministre irakien, Haider al-Abadi, a annoncé la reprise de Mossoul,

qui était sous le contrôle du groupe EI depuis juin 2014. Il s'agit du plus grand revers pour l'organisation djihadiste depuis sa fulgurante offensive il y a trois ans, rappelle Sami Aoun, professeur spécialisé en questions liées au Moyen-Orient de l'Université de Sherbrooke.

« On voit la fin, du moins temporaire, de cette hydre cauchemardesque qu'est le groupe EI, mais il faut être prudent, car le groupe a pris presque toutes ses forces dans la discordance qui existe entre sunnites et chiïtes. Pour que cette défaite soit dura-

ble, il faut aussi qu'elle se traduise par une réconciliation interirakienne », explique M. Aoun.

D'ailleurs, les combats ne semblaient pas être terminés dans la grande cité du Nord irakien, et des coups de feu et des frappes aériennes étaient encore audibles à l'heure où le bureau du premier ministre a publié son communiqué.

Le premier ministre s'est rendu à Mossoul pour féliciter les combattants et le peuple irakien « pour cette victoire majeure ».

Une photo publiée sur son compte Twitter l'a montré vêtu d'un uniforme militaire arrivant dans la deuxième ville du pays.

La fin de l'occupation de la ville de Mossoul est une « étape décisive » dans la lutte « pour l'élimination du contrôle terroriste » de certaines zones en Irak, a estimé pour sa part la Commission européenne. « La reprise de Mossoul des mains de Daech [acronyme arabe du groupe

VOIR PAGE A 8 : MOSSOUL

AUJOURD'HUI

Le Monde › La vanité
de l'oncle Sam.
Une chronique de
François Brousseau.
Page B 1



Société › Série Geeks. Récolter
les perles de la nostalgie des jeux
vidéo. Page A 5

Culture › Congrès international.
Des chercheurs en humour se
réunissent à Montréal. Page B 8



Avis légaux..... B 2
Décès..... B 6
Météo..... B 4
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 6
Sudoku..... B 5

CONSERVATION

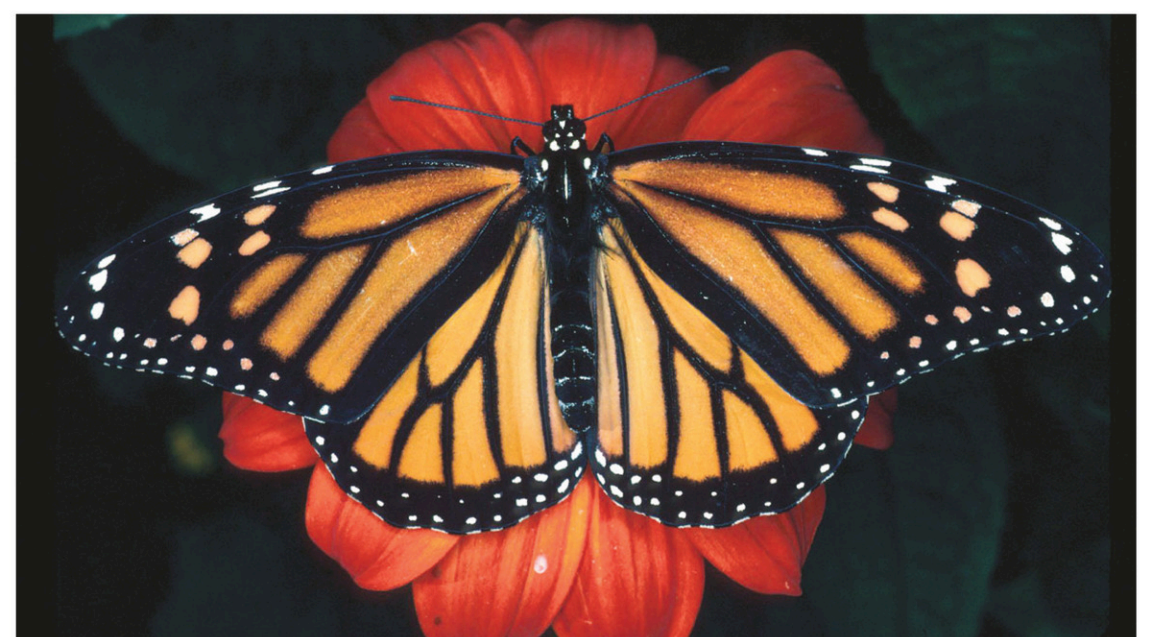
La traque du papillon monarque

JEANNE CORRIVEAU

Le papillon monarque, dont la population a connu un déclin dramatique au cours des dernières années, est revenu de son périple qui l'a mené jusqu'au Mexique. Abondants il y a une vingtaine d'années, les monarques se font beaucoup plus rares aujourd'hui. Mais les initiatives se multiplient au Québec et ailleurs pour venir à la rescousse de ce papillon emblématique.

Dans le jardin à monarques aménagé dans un coin du Jardin botanique de Montréal, l'entomologiste Maxim Larrivée examine chaque feuille d'asclépiade afin de débusquer une chenille rayée de noir, de jaune et de blanc. Il est déçu. Il n'en trouve aucune. Pourtant, la veille encore, l'une d'elles y avait été découverte. Elle n'y est plus.

Chef de la section Collections entomologiques et recherche à l'Insectarium de Montréal, Maxim Larrivée dirige « Mission mo-



INSECTARIUM DE MONTRÉAL

VOIR PAGE A 8 : MONARQUE

Le monarque est considéré comme une espèce en voie de disparition.

ACTUALITÉS

KWE KWE! LES LANGUES AUTOCHTONES AUJOURD'HUI

Le naskapi, la langue qui a vu le caribou

Le Québec est l'hôte de onze nations autochtones reconnues par le gouvernement du Québec, chacune parlant sa propre langue. Certaines de ces langues sont encore parlées par des milliers de locuteurs. Plusieurs sont sur la voie rapide de l'extinction. Cet été, *Le Devoir* rencontre chaque semaine un locuteur d'une de ces langues. Voici les frères Allan et Christian Nabinacaboo, de la communauté naskapie de Kawawachikamach, près de Schefferville.

CAROLINE MONTPETIT

Dans leur appartement de l'avenue Van Horne, à Montréal, Allan et Christian Nabinacaboo sont penchés sur l'écran de leur ordinateur, et les haut-parleurs crachent le rap rythmé de Violent Ground, leur groupe de musique.

C'est là que les deux frères naskapis, originaires de la communauté de Kawawachikamach, près de Schefferville, enregistrent la production de leur groupe de musique. « *Violent Ground, c'est le nom que nous avons choisi pour notre groupe, pour parler de notre terre, qui a une histoire de violence*, dit Allan, l'aîné des deux. *L'histoire d'une terre prise de force.* »

Le rap de Violent Ground est en anglais, mais la langue maternelle des frères Nabinacaboo est le naskapi. Une langue parlée et partagée par leurs parents et leurs cinq frères et sœurs, biologiques et adoptifs, de la réserve de Kawawachikamach, à douze heures de train au nord de Sept-Îles. Si leur langue partage des ressemblances avec l'innu et le cri, les Naskapis tiennent à leur identité distincte. L'alphabet syllabique qu'ils utilisent est différent de celui des Cris. Leur communauté, de quelque

600 habitants, a aussi une histoire qui lui est propre. Ces nomades, qui suivaient autrefois les hordes de caribous, ont été déplacés à plusieurs reprises par les autorités, et ont été installés successivement à Fort Chimo, Fort Nascopie et Fort Mackenzie. Au fil des ans, les Naskapis ont déjà tenté, vainement, de retourner à l'autosuffisance. On dit qu'ils ont fait à pied la longue marche de plus de 400 kilomètres menant de Fort Chimo (aujourd'hui Kuujuaq) à Schefferville. Là, ils ont

partagé durant un certain temps la réserve de Matimekush avec des Innus. Ce n'est que bien plus tard, au terme de longues négociations tenues en marge de celles concernant l'entente de la baie James, que les Naskapis ont pu bâtir leur propre communauté sur le site de Kawawachikamach. Une théorie veut d'ailleurs que le mot Kawawachimach signifie «longue route».

Aujourd'hui, à Kawawachikamach, tous les enfants fréquentent l'école primaire et secondaire de la communauté, où il se donne des cours de naskapi jusqu'en sixième année.

« *Je ne connais pas de Naskapis qui ne parlent pas naskapi* », dit Allan, 28 ans, dont la femme et les deux enfants font régulièrement des allers-retours entre la réserve et Montréal, où Allan étudie présentement la production musicale. « *C'est mon plus jeune qui parle le mieux le naskapi, parce qu'il passe beaucoup de temps avec ses grands-parents* », dit-il.

« Je ne connais pas de Naskapis qui ne parlent pas naskapi », dit Allan, 28 ans

Langue nomade

Allan et Christian sont les deux plus jeunes de la famille. Leur père, un Québécois venu travailler dans les mines de Schefferville, s'est installé dans la réserve après avoir rencontré leur mère, une Naskapie. Les deux jeunes portent le nom de leur mère. Le couple a eu quatre fils, et aussi adopté trois autres enfants de proches vivant aussi dans la réserve. La communauté fait aussi beaucoup de musique, et plusieurs, jeunes et vieux, composent leurs propres textes en naskapi.

Christian, le plus jeune, est le seul qui communique avec sa mère en anglais. « *Je ne sais pas pourquoi. Ma mère parle à tout le monde en naskapi, sauf avec Christian* », dit Allan.



GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

Allan (au premier plan) et Christian Nabinacaboo ont un groupe de rap, Violent Ground. Les paroles de leurs chansons sont en anglais.

Les deux frères ont pour leur part commencé à faire de la musique séparément alors qu'Allan étudiait à Timmins, en Ontario. « *Moi, j'écris mes textes en anglais et je chante en anglais* », dit Christian. Les textes de Violent Ground s'adressent à tous, mais visent aussi, plus précisément, les membres de l'ensemble des Premières Nations du Canada, qui partagent souvent les mêmes réalités, les mêmes problèmes.

En naskapi, certains mots sont intraduisibles, disent Allan et Christian. « *Un seul mot peut avoir plusieurs significations. Le mot "cerveau", par exemple. En naskapi, c'est un mot qui veut dire à la fois pensée, cerveau et mémoire* », dit Christian. À l'inverse, on n'utilise pas, en naskapi, les mots «s'il vous plaît» ou «je m'excuse». « *Lorsque les gens étaient nomades, ça n'était peut-être pas nécessaire d'être aussi poli. Les gens étaient toujours ensemble*, dit Allan. *Certaines expressions d'aujourd'hui n'existent pas*

Quelques mots de naskapi

Bonjour! **Wachiya**
Comment vas-tu? **Tshemi-peinavah**
Ça va bien **Miam Nemieupein**
Merci **Tsheniskemeten**
Au revoir **Wachiya**



D Voir aussi Allan et Christian Nabinacaboo prononcent quelques mots en naskapi.

Pourquoi « Kwe ! Kwe ! » ?

Le titre de notre série sur les langues autochtones tire son origine d'une expression qui veut dire «bonjour» dans plusieurs langues autochtones du Québec — avec différentes variantes. On dit «kway» en abénakis, «kwei» en atikamekw, «kuei» en innu, et «kwe» en algonquin et en wendat. «Kwe kwe» est utilisé par exemple lorsqu'on n'a pas vu quelqu'un depuis longtemps, tandis que «kwe» se dit dans le cadre d'échanges fréquents. Les autres langues autochtones ont d'autres façons de dire bonjour. Nous les aborderons aussi, évidemment.

Le Devoir

COLOMBIE-BRITANNIQUE

Plus de 200 incendies de forêt font rage

GEORDON OMAND

à Kamloops

Les pompiers de la Colombie-Britannique tentaient dimanche de freiner l'avancée des centaines d'incendies de forêt exacerbés par le vent, de même que le temps chaud et sec.

Le gouvernement de la Colombie-Britannique dégage 100 millions de dollars pour les communautés et les résidents touchés par les incendies de forêt afin de les aider dans la reconstruction à venir.

La première ministre sortante, Christy Clark, en a fait l'annonce, dimanche, lors d'une visite à Kamloops, où elle a rencontré des responsables des services d'urgence et des familles touchées par les incendies de forêt.

M^{me} Clark a indiqué qu'un montant de 600\$ sera octroyé immédiatement par transfert

électronique par l'entremise de la Croix-Rouge aux personnes déplacées s'étant inscrites. Elle a affirmé que l'équipe de transition pour le premier ministre désigné, John Horgan, avait été mise au fait de l'établissement de ce fonds.

Sinistrés

M. Horgan devait également aller à la rencontre des évacués, à Kamloops, où il devait aussi visiter les centres d'opérations d'urgence cherchant à contenir cette crise qui, selon son équipe, ne cesse de s'aggraver.

Selon Kevin Skrepnek, du Service d'incendies de forêt de la Colombie-Britannique, 230 feux font toujours rage à travers la province et les pompiers ne parviennent pas à en contenir la plupart.

La Presse canadienne

Incendie à Terrebonne : des gicleurs venaient d'être installés, dit la ministre

VICKY FRAGASSO-MARQUIS

Une enquête est en cours pour déterminer les circonstances de l'incendie suspect survenu dans la nuit de samedi dans une résidence pour personnes âgées de Terrebonne et qui a coûté la vie à une femme de 94 ans. Les policiers donnent pour l'instant peu de détails sur le drame, mais il semble que la résidence venait tout juste d'installer des gicleurs, qui n'avaient pas encore été testés.

L'incendie spectaculaire a forcé l'évacuation de 43 personnes âgées, dont 13 ont dû être hospitalisées. Une dame de 94 ans qui avait été gravement brûlée a succombé à ses blessures dimanche midi, alors que deux autres personnes demeuraient hospitalisées à Montréal. On ne craignait pas pour leur vie.

Une préposée de la résidence privée était dans l'établissement lorsque l'incendie s'est déclaré et a aidé à l'évacuation, a indiqué en entrevue le président-directeur général adjoint du Centre intégré de



PETER MCCABE LA PRESSE CANADIENNE

Des agents de la SQ et de la police de Terrebonne se sont rendus sur les lieux, dimanche.

santé et de services sociaux (CISSS) de Lanaudière, Christian Gagné.

« *Peut-être qu'il y avait quelqu'un qui faisait la garde, mais ça, je ne peux pas vous l'assurer* », a-t-il ajouté.

Les résidents ont rapidement été pris en charge par la cellule de crise du CISSS de Lanaudière, aux petites

sa langue, puisque tous ses amis de la réserve, qui ont son âge, dans la vingtaine, parlent naskapi entre eux. Pour son frère, tout n'est pas gagné. « *Cela repose sur la décision des parents de parler naskapi avec leurs enfants. Aussi, si les gens quittent la réserve pour poursuivre des études, ce sont eux qui décident s'ils veulent revenir ou non, et s'ils veulent continuer ou non de parler naskapi* », dit Christian.

dans les prochains jours. La ministre n'a pas pu dire si les gicleurs ont été activés pendant l'incendie.

« *On n'a pas le résultat de cet événement-là. Ce qu'on sait, c'est que le processus était en place pour activer les gicleurs* », a indiqué la ministre dimanche après-midi.

Selon les informations du plus récent registre des résidences privées pour aînés du ministère de la Santé et des Services sociaux — qui remonte à avril 2016 —, la résidence Oasis disposait d'un détecteur de fumée et d'un système d'alarme incendie, mais elle ne possédait pas de gicleurs.

L'enjeu des gicleurs avait été soulevé dans la foulée de l'incendie d'une résidence de L'Isle-Verte, en 2014, qui avait fait 32 morts. Le coroner Cyrille Delage avait recommandé de rendre les gicleurs obligatoires, ce que Québec avait accepté de faire en 2015, mais en donnant cinq ans aux résidences pour se conformer à cette nouvelle exigence.

L'équipe qui s'occupe du processus de certification des résidences privées se préparait d'ailleurs à visiter la résidence prochainement, pour mener une nouvelle évaluation, selon Christian Gagné.

L'établissement hébergeait 32 résidents en 2016, selon le registre du ministère. Parmi ceux-ci, 13 étaient âgés de 85 ans et plus, tandis que 14 autres étaient âgés de 75 à 84 ans. Cinq d'entre eux avaient de 65 à 74 ans.

La Presse canadienne

Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Résultats des tirages du : 2017-07-08

649 20 25 26 09 compl. 03 10 17 36 compl.

+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$

Prochain gros lot (approx.) : 5 000 000 \$

+ 1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$

+ 49 LOTS GARANTIS DE 2 000 \$

Extra 0412905

Résultats des tirages du : 2017-07-07

Max 04 08 13 16 26 33 38 compl. 10

Prochain gros lot (approx.) : 10 000 000 \$

Extra 4908684

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ACTUALITÉS

Un premier cimetière musulman dans la région de Québec

Québec — Près de six mois après l'attentat à la grande mosquée de Québec, un premier cimetière musulman a été officiellement inauguré, dimanche, dans la région de la Capitale-Nationale.

Une portion du cimetière Les Jardins Québec appartenant à l'entreprise funéraire Lépine Cloutier Athos, à Saint-Augustin-de-Desmaures, sera dorénavant réservée aux défunts de confession musulmane.

En entrevue à La Presse canadienne, le président de Lépine Cloutier Athos, Yvan Rodrigue, a indiqué que 500 lots sont maintenant réservés aux citoyens de foi musulmane et qu'il sera possible d'augmenter ce nombre.

«On a commencé avec une section de 500 lots, mais selon les besoins, nous pourrions agrandir», a-t-il indiqué.

Une solution locale

M. Rodrigue a expliqué que son entreprise a instauré le service afin de «répondre à un besoin de plus en plus criant» pour les gens de l'est du Québec qui n'avaient que deux options — soit être rapatriés dans leur pays d'origine ou être enterrés dans un cimetière musulman à Montréal.

«Il y a des gens qui sont ici depuis plusieurs générations et ce n'est pas toutes les familles qui veulent que le corps soit rapatrié au pays d'origine, donc c'est important qu'ils aient une solution locale», a justifié M. Rodrigue.

L'initiative a toutefois été prise sans la participation du Centre culturel islamique de Québec, qui mène un autre projet de cimetière à Saint-Apollinaire.

Le secrétaire du Centre, Mohamed Kesri, a récemment expliqué au journal *Le Soleil* que cette nouvelle section de cimetière, à Saint-Augustin-de-Desmaures, ne comblait pas les besoins de la communauté. Selon lui, la majorité des gens préfèrent savoir que leurs proches sont enterrés à un endroit possédé par la communauté et où les rites et coutumes sont suivis.

La Presse canadienne

Lire aussi | Apprendre à «mourir ensemble» dans notre page Idées. Page A 7

Pont-Rouge: la police abat un homme armé d'une machette

Le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) enquête sur la mort d'un homme qui aurait été atteint par balle lors d'une intervention de la Sûreté du Québec à Pont-Rouge, dans la région de Québec, dimanche après-midi. Selon les informations préliminaires recueillies par le BEI, un homme s'est rendu au poste de police de la MRC Portneuf en début d'après-midi pour porter plainte contre un individu. L'homme contre qui la plainte a été portée aurait été mis au courant et, vers 15 h, il se serait présenté dans le stationnement du poste de police et aurait donné des coups de machette sur des voitures. Des policiers auraient, sans succès, tenté de la maîtriser. L'homme se serait alors dirigé vers eux avec sa machette et les policiers auraient ensuite ouvert le feu.

La Presse canadienne

Montréal élargit son réseau sans fil gratuit

La Ville étend son réseau MTLWi-Fi dans de nouveaux secteurs touristiques

MARIE-LISE ROUSSEAU

Inauguré dans le Vieux-Montréal et autour du Palais des congrès il y a deux ans, le réseau Internet sans fil MTLWi-Fi s'étendra désormais au centre-ville, au Quartier des spectacles, au Quartier de l'innovation (dans Griffintown) ainsi qu'au parc Jeanne-Mance, a appris *Le Devoir*.

La Ville de Montréal annoncera lundi cette nouvelle phase d'expansion de ce réseau gratuit, qui augmentera considérablement la zone de couverture sans fil offerte par la métropole.

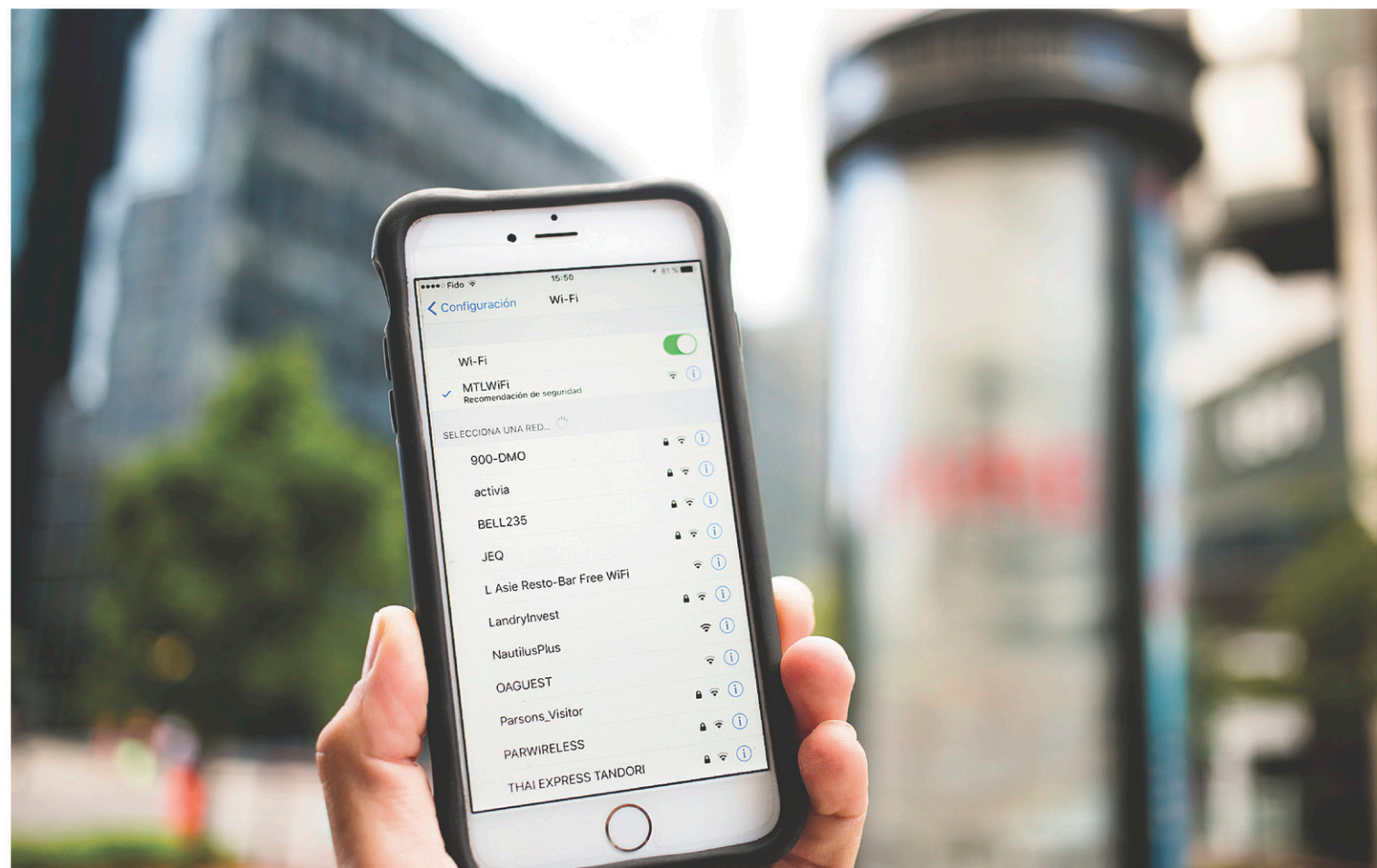
Cet important déploiement fera bondir le nombre de bornes d'accès Wi-Fi de Montréal à près de 825. La Ville augmentera également la puissance et la stabilité des points d'accès existants.

Un soutien technique sera offert aux utilisateurs du réseau, qui y auront accès en composant le 514 MTL-WIFI. Ce service sera assuré par l'organisme ZAP, qui chapeaute le réseau sans-fil gratuit Ille sans fil et dont la mission est de fournir un accès Internet sans fil public et gratuit au plus grand nombre.

Inégalités numériques

Il a été impossible de connaître dimanche le débit des bandes passantes qui seront associées aux nouvelles bornes, un enjeu important selon Stéphane Roche, professeur de sciences géomatiques à l'Université Laval.

«Ce n'est pas parce qu'il y a une route qu'on va pouvoir y circuler rapidement», illustre-t-il. L'élargissement des voies d'une route génère en effet souvent plus de trafic. «Dans le domaine des infrastructures numériques, c'est un peu la même chose», indique le professeur. À mesure qu'on peut en faire plus avec nos téléphones et nos ta-



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le déploiement fera bondir le nombre de bornes d'accès Wi-Fi de Montréal à plus de 800 dans la ville.

blettes, on consomme de plus en plus de bande passante.»

M. Roche accueille favorablement cette annonce, mais il met en garde la Ville de ne pas accroître la fracture numérique, c'est-à-dire les inégalités d'accès aux technologies informatiques.

Selon lui, il est important d'inclure tous les citoyens dans cette démarche. «C'est bien d'élargir le réseau dans le Quartier des spectacles, dans Griffintown — qui est en pleine gentrification —, et dans les secteurs touristiques, mais ça ne va pas régler le problème de ceux qui sont du mauvais côté de la fracture numérique; il ne

faut pas oublier les zones où la situation socio-économique est plus préoccupante», dit-il.

Des mesures éducatives devraient être mises en place afin de donner les outils à tous de pouvoir utiliser ces services numériques, poursuit M. Roche. «On pourrait couvrir 100% du territoire de Montréal avec du Wi-Fi haut débit, ça ne réglerait pas le problème de fracture. Ça prend des moyens financiers, des capacités», explique-t-il, en mentionnant le taux d'analphabétisme fonctionnel élevé du Québec.

«Il ne faudrait pas accroître les inégalités existantes ou en créer de nouvelles, prévient le

professeur. Il faut être vigilant pour qu'une ville intelligente soit une ville juste.»

Ville intelligente

Cette annonce s'inscrit d'ailleurs dans le Plan d'action Montréal, ville intelligente et numérique 2015-2017, qui a été lancé en 2015. Quelque 70 projets devant se déployer durant ces trois années avaient alors été annoncés par l'administration Coderre.

Le *Journal de Montréal* rapportait en juin dernier que la moitié des projets de la ville intelligente attendus d'ici la fin de l'année sont en retard et que certains risquent d'être

carrément abandonnés.

Malgré ce retard, M. Roche estime que «Montréal n'a pas à rougir». Selon lui, il est tout à fait normal que des projets soient en retard ou ne voient pas le jour. «Ce n'est pas fou après quelques années de se rendre compte, par exemple, que certains projets ne sont plus prioritaires ou trop complexes à mettre en œuvre. On est dans un domaine qui bouge beaucoup», explique le professeur, rappelant que la Ville s'est classée au sommet du palmarès des villes intelligentes de l'organisme Intelligent Community Forum en 2016.

Le Devoir

ANALYSE

D'un côté le G19, de l'autre Donald Trump

Le sommet du G20 qui vient de se clore à Hambourg montre la fracture entre le président américain et ses alliés

ISABELLE HANNE

à New York

Climat, commerce international et même protocole: les États-Unis étaient plus que jamais isolés lors du sommet annuel des 20 plus grandes économies du monde, qui s'est tenu vendredi et samedi dans la ville allemande.

Comme on n'est jamais mieux servi que par soi-même, Donald Trump a déroulé, dimanche matin sur Twitter, son bilan du G20 de Hambourg: «Un grand succès pour les États-Unis — [j'ai] expliqué que les États-Unis devaient réparer les nombreux mauvais accords qui ont été passés. Ce sera fait!»

Pourtant, ce sommet annuel du groupe des 20 plus grandes économies de la planète (19 pays, de l'Arabie saoudite à la Turquie en passant par la Chine et le Canada, plus l'Union européenne), qui se tenait vendredi et samedi à Hambourg, a mis à nu le fossé qui sépare les États-Unis de Trump du reste du monde. Les divergences étaient visibles entre Washington et ses partenaires, sur des questions aussi vastes et prégnantes que le changement climatique ou le commerce international.

Ce dimanche, la presse américaine insiste sur «l'ampleur des désaccords» au G20, où «un gouffre s'est ouvert entre les États-Unis et le reste du monde» (*Washington Post*), où «Donald Trump s'est illustré en [leader] nationaliste, unilatéraliste et protectionniste», «s'aliénant des alliés et faisant ressembler les États-Unis à une île privée» (*New York Times*).

«Il y a eu peu d'éléments rassurants dans ce G20 pour ceux qui auraient voulu une approche plus traditionnelle du gouvernement américain, notamment sur la question du climat ou du commerce interna-



AXEL HEIMKEN ASSOCIATED PRESS

Des manifestations contre le sommet ont secoué Hambourg durant tout le week-end.

tional, note Ian Lesser, vice-président du German Marshall Fund. Une chose est claire: les États-Unis et leurs alliés ne sont pas sur la même longueur d'onde.»

Climat

Ce dernier G20 souligne une érosion notable du leadership américain, longtemps maître de l'ordre du jour de ces sommets depuis leur création en 2008. Les observateurs, experts et ONG parlent désormais sans détour de «G19» pour décrire le pas de côté des États-Unis. Une appellation que

«Nous prenons note de la décision des États-Unis d'Amérique de se retirer de l'Accord de Paris»

tempère Ian Lesser: «Un G20 sans les États-Unis n'aurait plus beaucoup de sens.» Un isolement que ne cache même pas le communiqué final du G20, normalement plus petit dénominateur commun des puissances participantes.

«Nous prenons note de la décision des États-Unis d'Amérique de se retirer de l'Accord de Paris», affirme le texte, qui indique que les États-Unis vont «immédiatement cesser»

la mise en œuvre des engagements pris par Barack Obama en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Un paragraphe plus loin, le communiqué souligne le front commun formé par les autres puissances sur la question climatique, précisant que, pour leurs dirigeants, «l'Accord de Paris est irréversible». Ils s'accordent même, grâce au «Climate and Energy Action Plan», sur une liste d'étapes dans la transition vers une énergie propre.

Le gouvernement Trump s'est également distingué en insistant sur la défense du droit à l'utilisation des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) les plus polluantes, et dont l'extraction et la combustion contribuent au réchauffement mondial. Le texte du communiqué final indique en effet que les États-Unis vont aider d'autres pays dans le monde à «avoir accès à des énergies fossiles et à les utiliser». De manière «plus propre», certes, mais totalement contradictoire à l'objectif de l'Accord de Paris — atteindre une économie moins dépendante au carbone.

Cette question a suscité de

vifs débats, l'Accord de Paris reposant sur la bonne volonté des États à respecter leurs engagements en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. L'hôte du sommet, la chancelière allemande, Angela Merkel, ne s'en est pas cachée, indiquant que les discussions avaient été par moments «difficiles», et qualifiant la position américaine sur ce sujet de «regrettable».

Commerce international

Sur le commerce mondial, notamment entre pays développés et puissances émergentes (la raison d'être initiale du G20), Trump a là encore joué cavalier seul. Et rendu la discussion conflictuelle, après ses critiques contre l'Organisation mondiale du commerce et les excédents commerciaux de certains pays. En toute cohérence avec son protectionnisme revendiqué, son fameux slogan «America First», et ses critiques réitérées du multilatéralisme tant diplomatique qu'économique. Voir tous ces «bad deals» dénoncés par le président américain, ou les nombreuses réunions bilatérales menées par Trump.

Et notamment sa toute première rencontre avec le président russe, Vladimir Poutine, qui a en partie éclipsé le sommet lui-même. Evoquant sur Twitter ce dimanche matin les accusations d'ingérence russe dans l'élection présidentielle américaine de 2016, Trump a semblé prêter plus de crédit à Poutine qu'aux services de renseignements américains: «J'ai fermement interrogé le président Poutine à deux reprises sur son intervention dans notre élection, a affirmé Donald Trump. Il l'a catégoriquement niée.» Le président américain assure même vouloir créer une entité de lutte contre le cyberespionnage... avec la Russie.

Malgré son isolement au G20, Washington a réussi à infléchir notablement la rédaction du communiqué: «Nous conserverons des marchés ouverts tout en notant l'importance d'un commerce réciproque et mutuellement avantageux et d'un cadre d'investissement et du principe de non-discrimination.» Insistant, comme le veut la tradition, sur la lutte contre le protectionnisme, le G20 reconnaît pour la première fois le droit des pays victimes de pratiques de dumping à recourir à «des instruments légitimes de défense commerciale». «Personne ne souhaite que ces sommets soient vus comme un désastre, il y a toujours des compromis qui sont faits», note Ian Lesser. Mais cela montre bien qu'il y a des approches philosophiques profondément différentes. Le fossé n'a jamais été aussi grand, notamment entre les États-Unis de Trump et l'Europe.»

Faux pas

Dans cet esprit, Donald Trump a également remporté une victoire sur la question du commerce de l'acier. Le texte du communiqué final du G20 évoque en effet la nécessité de réduire les surcapacités dans ce secteur, après les menaces brandies par Washington d'imposer des mesures protectionnistes contre la Chine et l'Union européenne.

Le président américain s'est, enfin, distingué par un faux pas protocolaire largement commenté. Lors d'une session de travail des chefs d'État et de gouvernement sur le partenariat avec l'Afrique, sa conseillère et fille, Ivanka Trump, a remplacé son père, qui s'éclipsait pour des réunions parallèles, et a pris place entre la première ministre Theresa May et le président chinois, Xi Jinping.

Libération

ACTUALITÉS

CHONG SON LEE 1938-2017

L'héritage du Grand Maître du taekwondo

AMÉLI PINEDA

Mentor de milliers de Québécois et de Canadiens, le Grand Maître Chong Son Lee, qui a fait connaître le taekwondo au pays, s'est éteint le 5 juillet dernier. L'héritage de ce géant du taekwondo restera quant à lui bien vivant, puisque les premiers élèves qu'il a formés dans les années 1970 promettent de perpétuer l'enseignement de cet art martial coréen.

Depuis un peu plus de deux ans, Chong Son Lee était atteint d'un cancer du côlon, mais était resté discret sur son état de santé.

Il y a trois semaines à peine, l'homme de 79 ans visitait encore des écoles de taekwondo pour aider les jeunes à perfectionner leurs techniques.

«Le taekwondo, c'était un mode de vie pour lui. Son horaire était toujours plein et il voulait être avec les élèves jusqu'à la fin. Il a d'ailleurs donné des séminaires il y a quelques semaines», raconte le Maître Evangelos Ligerios, un de ses anciens élèves, devenu son associé.

L'homme de 46 ans n'avait que 12 ans en 1982 lorsqu'il a franchi la porte de l'école de taekwondo du boulevard Saint-Laurent, à Montréal, fondée par le Grand Maître Chong Son Lee.

Un déclin

Lorsqu'il a amené le taekwondo au Québec, les films de combat de Bruce Lee faisaient fureur, se rappelle Hélène Caron, la conjointe du défunt.

«Les Québécois étaient déjà affamés d'arts martiaux et lui, son rêve, c'était d'enseigner. Lorsqu'il a fait sa première



Les disciples du Grand Maître Chong Son Lee étaient émotifs, dimanche.

ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

prestation en 1964 à l'ancien aréna Paul-Sauvé, ça a été le déclic. Après sa performance, il y avait 200 personnes qui voulaient s'inscrire à un cours avec lui», mentionne M^{me} Caron.

Sa philosophie a touché, 53 ans plus tard, au-delà de 400 000 Canadiens et a été reprise dans des centaines d'écoles de taekwondo à travers la province.

«C'était un homme qu'on pouvait regarder des heures. Il avait une prestance impressionnante. Il m'a transmis sa passion. Avec lui, on comprenait rapidement que le taekwondo, c'était une façon de transmettre des valeurs comme le respect, la capacité de vaincre ses peurs,

d'écarter l'ego», souligne le Maître Raymond Mourad, vice-président de Taekwondo Canada.

Ce dernier a aussi eu la chance d'être entraîné par le Grand Maître Chong Son Lee durant sa carrière. Un de ses plus beaux souvenirs remonte à 2001, lorsqu'il a pris sa retraite comme athlète.

«Je me rappelle ma dernière compétition. Le Grand Maître était stressé. J'avais 37 ans, j'ai été le dernier de ses premiers élèves à se retirer. Je lui avais promis de gagner et c'est ce que j'ai fait. On était contents, je me souviens de l'avoir pris dans mes bras et embrassé. Je savais qu'il était fier de ce qu'on avait

accompli ensemble», dit M. Mourad, qui a aujourd'hui son école de taekwondo dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, à Montréal.

Persévérance

L'héritage de Chong Son Lee n'a pas de frontière. Le légendaire Grand Maître avait l'habitude de voyager à travers une quarantaine de pays.

À Québec, Bobby Aubé se souviendra toujours de la fois où il lui a demandé une vingtaine de fois de reprendre un mouvement devant toute sa classe.

«Il faisait une démonstration et m'avait demandé de l'assister. Je me rappelle, il me disait "Recommence, tu vas l'avoir".

JAPON

L'ex-baron du bitcoin devant la justice mardi

KARYN NISHIMURA-POUPEE à Tokyo

Le procès de l'ex-baron auto-proclamé des bitcoins, le Français Mark Karpeles, débutera mardi prochain à Tokyo.

«Il attend son procès avec calme et va plaider non coupable», a déclaré cette semaine son avocat, Kiichi Iino, à l'AFP.

En liberté depuis un an, après avoir passé autant de temps en prison, Mark Karpeles, ex-patron de MtGox, est accusé d'enrichissement personnel par la création artificielle d'un million de dollars, et ce, au détriment des véritables détenteurs de bitcoins dont sa société, implantée au Japon, gérait les actifs. Cette dernière a déposé le bilan début 2014.

Aujourd'hui âgé de 32 ans, il avait déjà été condamné en France en 2010 à un an de prison pour «accès frauduleux à un système de traitement automatisé de données» de l'entreprise où il travaillait au moment des faits.



Mark Karpeles

Attaque

Dans le cas de MtGox, il a toujours affirmé que la plateforme avait été victime d'une attaque informatique extérieure, mais mi-septembre 2015, il a été mis en examen et emprisonné, après déjà six semaines de garde à vue, pour falsification d'informations et détournement d'une somme de 321 millions de yens (3,6 millions de dollars canadiens).

Selon la police citée par la presse, il a dépensé cette somme pour l'achat de droits de logiciels, mais aussi pour s'offrir un lit de luxe dans son appartement loué 1,4 million de yens (15 800 dollars) par mois ou pour se payer les services de prostituées.

Sa libération sous caution, en juillet 2016, «était essentielle pour pouvoir préparer sa défense», selon M. Iino.

Ce Français, qui n'a pas souhaité parler à la presse depuis, est en revanche redevenu actif sur son compte Twitter, où il lui arrive même de poster des avis au sujet des bitcoins.

«Il va peut-être se défendre en japonais, à moins qu'il ne choisisse le français, ce qui ne serait pas un problème, car il y a un interprète au tribunal», a indiqué l'avocat Iino.

«Idéalement, j'aimerais que le procès nous permette de comprendre ce qui s'est réellement passé au sein de MtGox, mais je ne m'attends pas à ce que nous obtenions les informations voulues», a indiqué à l'AFP Kolin Burges, un des possesseurs de bitcoins lésés.

«Je ne suis pas très content que le procès commence, car j'aimerais qu'il ait davantage de chefs d'accusation», ajoute cet homme qui possédait «311 bitcoins dans MtGox», la grande majorité de son argent, un pactole «qui aurait valu environ 750 000 dollars aujourd'hui». Il espère que, finalement, «tous les créanciers recevront un petit pourcentage de leur argent».

Depuis cette affaire qui remonte à plus de trois ans, le bitcoin a fait grand débat au Japon et sa réputation a souffert, mais cette époque est désormais presque révolue. Une loi de mai 2015 lui a donné, ainsi qu'à d'autres moyens de paiement de ce type, un statut encadré de «monnaie virtuelle», ce qu'elle n'était pas auparavant.

Les plateformes d'échange, comme BitPoint (du groupe coté nippon Remixpoint) ou bitFlyer, doivent, pour pouvoir officier, recevoir un agrément des autorités.

Collaboration spéciale Le Devoir

Agence France-Presse

MÉDIAS

À la chasse aux fausses informations

Un chercheur italien a passé au peigne fin 376 millions de messages sur Facebook

Les informations infondées pullulent sur les réseaux sociaux. Les chercheurs en informatique sont de plus en plus nombreux à les étudier. Rencontre avec l'un d'entre eux à Venise.

ANTOINE CHAR

à Venise

«Fausses nouvelles» par-ci, «fake news» par-là: Walter Quattrocchi les traque tous les jours avec cinq autres chercheurs italiens. Une tâche répétitive et vaine, comme Sisyphe avec son rocher sur la montagne?

Il a beau être au pied d'un Everest de «postvérités» (le mot de l'année 2016, selon le dictionnaire Oxford), de «faits alternatifs», bref de «bons vieux mensonges», Quattrocchi, 37 ans, ne baisse pas les bras.

De janvier 2010 à décembre 2015, son équipe (un informaticien comme lui, deux physiciens, un statisticien et une mathématicienne) a passé au peigne fin de ses algorithmes les messages dans la langue de Shakespeare de 376 millions d'utilisateurs de Facebook, le réseau social le plus puissant au monde. «Même si nous n'avons pas fait le tri parmi les vraies et les fausses nouvelles, cela nous a quand même pris neuf mois pour débroussailler le tout», dit-il dans un anglais chantant. Qu'a-t-il trouvé? «Nous vivons dans une tour de Babel avec nos biais de confirmation, bien connus en psychologie sociale: nous privilégions les informations en harmonie avec nos opinions et nous nous détournons de celles les contredisant.»

C'est dans ce contexte que les fausses informations s'infiltrèrent dans les réseaux sociaux, utilisés tous les jours par plus de 2,5 milliards d'internautes.

Ces «infos» font tellement partie de l'écosystème médiatique qu'en 2013, le Forum économique mondial de Davos les a ajoutées à sa liste des plus grands dangers menaçant l'humanité au même titre que les changements climatiques et la montée des inégalités.

Quattrocchi ne le dira pas, mais c'est en grande partie grâce à ses recherches que le WEF (World Economic Forum, fondé en 1971) a sonné l'alarme.

Chambres d'écho

«Pour mieux comprendre notre environnement communicationnel ségrégationniste, notre méthode de travail est basée sur les sciences sociales computationnelles, un domaine pluridisciplinaire combinant notamment les mathématiques, les statistiques, la sociologie et l'informatique», explique le chercheur italien.

Les traces numériques dans les médias sociaux permettent de confirmer ceci: «Nous vivons dans des chambres d'écho, qui sont non seulement des caisses de résonance renforçant nos propres croyances, mais de puissants relais à la mésinformation. Je préfère d'ailleurs ce mot à celui de fausse information», précise encore Quattrocchi, en tirant goulument sur sa cigarette.

Peu importe l'appellation, mal informer est un procédé vieux comme le monde et aucun algorithme, ni même les journalistes les plus chevronnés ne pourront en venir à bout, croit le chercheur rompu à la méthodologie scientifique.



De manière générale, les faits nous unissent de moins en moins, avance le chercheur italien Walter Quattrocchi.

Ainsi les initiatives de grands acteurs de la Toile pour débusquer les fausses informations en finançant notamment le «fact checking» sont un coup d'épée dans la grande mare des «fake news», craint Quattrocchi.

Que faire, alors? «Vérifier les faits et informer l'internaute sur la fiabilité de ce qu'il lit, c'est bien, mais ce n'est pas assez. Il faut notamment l'écouter, comprendre pourquoi il se tourne vers des médias alternatifs, pourquoi il se méfie des sites d'information classiques qu'il juge partisans et corrompus. Il cherche une explication simple à la complexité du monde. Donc, pas trop d'effort cognitif.»

Quattrocchi ne peut alors s'empêcher de citer l'exemple tellement galvaudé de Donald Trump et de ses tweets relayant des informations erronées. Dans son édition du 23 juin, le New York Times en a répertorié 100 depuis le 21 janvier.

Pour le chercheur italien, si le président américain ressemble à «un bébé quêtant l'attention de ses parents avec des mensonges, il a aussi réussi à capter celle des laissés-pour-compte de l'élite médiatique américaine pendant la campagne présidentielle».

De manière générale, les faits nous unissent de moins en moins. «Qu'est-ce qu'un fait?» répétera Quattrocchi-

chi tout au long de l'entrevue en citant Friedrich Nietzsche (1844-1900) pour qui «il n'y a pas de faits, il n'y a que des interprétations».

Est-ce à dire que toutes les interprétations se valent? Bien sûr que non, martèlera le chercheur passionné de philosophie. «Mais, encore une fois, nous ne sommes pas aussi rationnels que nous le croyons!» Pour preuve, il rappelle l'«affaire Cirenga», ce sénateur «fictif» qui lors des législatives italiennes de 2013 avait proposé une loi octroyant 134 milliards d'euros (plus de 10% du PIB de la péninsule) afin d'aider les parlementaires à se trouver du travail en cas de défaite électorale. Citée dans la presse nationale, la proposition, approuvée par 257 voix et 165 abstentions, s'est répandue comme une trainée de poudre: elle fut partagée plus de 35 000 fois en moins d'un mois sur Facebook et est encore citée comme un exemple de corruption de la classe politique italienne.

On le voit, plus c'est gros mieux ça passe, surtout quand on veut croire dur comme fer à quelque chose... Pendant la campagne électorale, Quattrocchi et son équipe ont d'ailleurs analysé les messages de trois millions d'utilisateurs italiens sur Facebook. Conclusion? Ceux qui ont suivi les sources d'information complo-

tistes, comme l'«affaire Cirenga», étaient trois fois plus nombreux que ceux ayant suivi des sources d'information scientifiques, par exemple. «Encore une fois, chaque groupe a tendance à exclure tout ce qui n'est pas en cohérence avec sa vision du monde.»

Bref, rien de nouveau sous le soleil, car il n'y a jamais eu une «ère de la vérité»: «Notre cerveau tient surtout à sauvegarder son propre régime de vérité pour minimiser nos peurs.» On écoute donc rarement les points de vue contraires aux nôtres et on argumente rarement sur l'unique socle des faits, rappelle encore Quattrocchi, qui a fait une partie de ses études de doctorat à l'Université Carleton d'Ottawa sous la direction du professeur Nicola Santoro. «C'était un étudiant brillant, dira celui-ci, enthousiaste et déjà passionné par la problématique des fausses nouvelles.»

Sus à la crédulité!

«Il faut s'attaquer à la crédulité des gens!» lance Quattrocchi qui n'a jamais rencontré Tommaso Debenedetti, un des grands faussaires de la Toile. Ces dernières années, le quadragénaire italien a «tué», à travers ses tweets repris par certains médias, le pape François, le président syrien Bachar al-Assad, Mikhaïl Gorbatchev, qui dirigea l'URSS entre 1985 et 1991, l'écrivaine J. K. Rowling et tout récemment Svetlana Aleksievitch, la prix Nobel biélorusse de littérature (2015). «Je voulais montrer la fragilité immense, incroyable du système médiatique mondial», devait-il expliquer dans un échange de courriels le 14 janvier 2013.

Walter Quattrocchi ne porte pas de jugement sur le travail des journalistes. Il se contente de regarder la vérité en face: l'information tronquée serpente tous les jours un peu plus dans les champs médiatiques et le cercle des crédules ne cesse de grandir.

« Nous vivons dans des chambres d'écho, qui sont des caisses de résonance renforçant nos propres croyances »

Walter Quattrocchi

SOCIÉTÉ



PHOTOS GUILLAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

Une collection de près de 700 cassettes de NES, classées en ordre alphabétique, couvre un mur du salon du passionné des jeux vidéo surnommé Papa cassette.

LES GEEKS D'AUJOURD'HUI

Récolter les perles de nostalgie

La passion pour le jeu vidéo vintage ne connaît pas de limite pour Dominic Bourret

Le Devoir vous propose, cet été, le deuxième d'une série d'articles sur les geeks d'aujourd'hui, ces mordus dont la passion pour les pixels, les technologies du Web, la culture populaire ou les passe-temps en tout genre se déclinent de mille façons. Aujourd'hui, rencontre avec le collectionneur et blogueur Dominic Bourret, alias Papa cassette, dont la passion pour les jeux vidéo rétro s'est transformée en entreprise fructueuse.

MARTIN BLAIS

C'est dans un sous-sol de Saint-Joseph-de-Beauce, dans les années 1980, que tout a commencé pour Dominic Bourret. Sa grand-mère s'est procuré des consoles de jeux vidéo pour distraire les enfants lors des veillées. «Ma grand-mère est la "gameuse", dans la famille!» soutient-il. La «cave» est devenue un antre du jeu pour Dominic. Il est d'abord tombé sous le charme de son Atari 2600, ovni plaqué bois au look rudimentaire qui a connu son lot de classiques. Le véritable coup de foudre est survenu plus tard, lorsqu'elle a acheté le Nintendo Entertainment System (NES). L'expérience, marquante, s'est ensuite transportée chez lui. «Mes parents m'ont acheté un NES, un jour, après tout le monde, et je me disais: "C'est à moi, je joue à Mario chez moi, je peux jouer toute la nuit." Je capotais!»

Et la console l'a toujours suivi, survivant au cycle des générations technologiques, jamais remplacée par les suivantes, plus performantes. «J'ai passé beaucoup de temps sur cette console, elle m'est restée. Je ne l'ai jamais vendue, alors que mon SNES [Super Nintendo Entertainment System, successeur du NES], je l'ai vendu. Mon NES m'a suivi au cégep, à l'université. [...] J'ai tout le temps aimé ça, moi, je suis très nostalgique de mon enfance», raconte le collectionneur de 37 ans.

Le début d'un projet

Les jeux vidéo, particulièrement les «rétro», ceux des premières consoles, n'ont jamais cessé d'exercer leur attrait sur Dominic, qui a continué de les découvrir, «par pur plaisir», au fil du temps. Vers 2010, il a décidé d'en faire un véritable projet. «Je me suis demandé: est-ce qu'il y a d'autres gens que ça intéresse? J'ai découvert le forum de discussion du Club de collectionneurs de jeux vidéo du Québec. Ils font des réunions de passionnés, quatre fois par année. Je suis allé là, j'ai fait des ren-

contres. Et j'ai voulu exister [dans ce milieu].»

Pour cela, il lui fallait un nom. «Quand je cherchais à avoir une présence sur Internet, je voulais me donner un nom quelconque. Au départ, je pensais faire un méga-inventaire en ligne de tous les magasins qui vendent des jeux rétro au Québec. Finalement, je suis allé du côté du blogue.»

Ce qui est resté, c'est le pseudonyme Papa cassette. Papa parce qu'alors jeune père d'un garçon, ayant le désir d'instruire le public, d'expliquer cet univers du «retrogaming». Cassette pour consacrer ce terme unique au Québec, alors que le reste de la francophonie utilise «cartouche» pour parler des boîtiers de plastique contenant les puces permettant de jouer. Dominic, designer graphique de profession, savait qu'il venait de trouver un nom accrocheur et facile à mémoriser. «C'est un bon nom!»

Une collection complète

Encore aujourd'hui, son bon vieux NES a sa place dans le salon lumineux de sa maison du quartier Sainte-Marie, à Montréal, accompagné de plusieurs nouvelles machines parues au cours des quatre dernières décennies. Mais ce qui retient l'attention, c'est la collection de près de 700 cassettes de NES qui couvre le mur derrière sa télévision, classées en ordre alphabétique.

On y retrouve de tout, des grands classiques aux plus obscures perles. «Oui, je joue [aux jeux que j'achète], je suis un gamer avant tout.» De tous ceux qu'il a essayés, *Castlevania 3* (1989), qu'il a reçu à Noël, enfant, demeure au sommet du palmarès. «C'est mon jeu préféré, pour la nostalgie et parce qu'il est l'emblème de cette série que j'aime tant.»

«Je ne collectionne pas seulement pour avoir des bibelots, nuance-t-il. J'utilise mes jeux. En fait, pour toutes mes autres consoles, je joue à ces jeux-là, mais pour le NES, je les veux tous et je ne jouerai pas à tout parce qu'il y a plein de merde!»

C'est que Dominic vient d'accomplir son objectif de complé-



Dominic s'est retrouvé copropriétaire d'Arcade MTL, bar de la rue Saint-Denis à Montréal, ouvert au printemps 2016.

« Il y a un mégamarché qui ne fait que fluctuer sans arrêt. Tout le monde se lance là-dedans, même les gens qui n'aiment pas les jeux vidéo, parce qu'il y a de l'argent à faire. »

ter le «full set NES», c'est-à-dire l'exploit de posséder tous les jeux de cette console vendue en Amérique du Nord pendant sa durée de vie (de son lancement sur le continent en 1985, deux ans après sa parution au Japon, jusqu'à la fin de sa production en 1995). En fait, il lui en manque un seul, *Stadium Events*, extrêmement rare puisque rappelé des rayons rapidement après sa mise en vente. On l'évalue aujourd'hui entre... 15 000 et 20 000 \$. Le plus précieux de son ensemble? *Little Samson*, un jeu de plateformes paru en 1992 qu'il a payé 1300\$. Il s'agit tout de même d'une aubaine puisqu'il se vend habituellement pour 1800\$, selon Dominic.

Surtout, c'est un des bons jeux de son «full set». Car la console a connu des dizaines de classiques mémorables, certes, mais aussi quantité de navets et fiascos. Certains développeurs tiers (autres que Nintendo) ont acquis la réputation de pondre des titres en deux temps, trois mouvements, avec un minimum d'efforts et de main-d'œuvre, compte tenu de la facilité relative de créer des jeux pour cette console bien moins complexe que les machines très puissantes d'aujourd'hui. Ces mauvais jeux se vendaient pourtant au même prix que les autres, à 40, 50 ou

60\$ et plus à l'époque, sans possibilités de mises à jour ou correctifs, faute d'Internet...

Simples, tout simples

Malgré ça, qu'ils soient sur NES, Atari, Intellivision, Colecovision ou autre, les jeux rétro ont sans conteste l'avantage pour lui. «Ce que j'aime là-dedans, c'est la simplicité. Les jeux rétro, j'aime ça, c'est simple, le jeu part sans téléchargement, mise à jour ou autre "gogosse" comme ça. [...] Et j'aime l'objet, je les trouve beaux.» Des centaines de boîtiers de présentation cartonnés ont leur place dans un meuble vitré (rétro lui aussi, vestige d'un Zellers) de son salon.

Au total, Dominic estime avoir entre 1500 et 2000 jeux, identifiés et répertoriés dans divers classeurs Excel. Il évalue sa collection à 30 000\$, bien qu'il l'ait payée beaucoup moins cher à force de cherpiller ou d'acheter en gros. Si ses jeux sont pour l'instant bien rangés à la maison, un jour viendra où il devra se retourner dans le sous-sol chez ses parents cette fois, pour y ranger de nouvelles boîtes!

Faire aller ses contacts

Quels sont les jeux les plus rares du NES? «Certains sont parus alors que le SNES existait déjà [dès 1990], ce qu'on

appelle des "late releases" [sorties tardives], et ils valent cher.» D'autres sont parus sur les deux générations. Ces versions NES, moins avancées et moins vendues parce que le public commençait à se procurer des SNES, sont devenues précieuses. «Les versions pochés valent plus cher!»

C'est surtout grâce aux contacts entre collectionneurs et amateurs que Papa cassette a pu bâtir sa collection. «Je fais de moins en moins la tournée des marchés aux puces ou des ventes de garage. Je le faisais avant, mais maintenant, il y a tellement de monde qui le fait que c'est difficile [de faire des trouvailles].»

Les chasseurs de jeux rétro sont certainement plus nombreux de nos jours que lorsqu'il a amorcé sa collection, il y a quelques années, dit-il. Certaines boutiques spécialisées demeurent des lieux incontournables, de sorte que la route vers des événements entre joueurs ou vers la maison de ses parents sur la Rive-Sud est forcément précédée d'un arrêt dans ces magasins.

Acheter et vendre

À force d'acheter, il a décidé de vendre. «Il y a un mégamarché qui ne fait que fluctuer sans arrêt. Tout le monde se lance là-dedans, même les gens qui n'aiment pas les jeux vidéo, parce qu'il y a de l'argent à faire.» Lui-même ne recherche pas le profit à tout prix, mais comme la collection peut rapidement devenir un «gouffre financier» (et emplir une maison entière), cette avenue s'est imposée.

Peu de temps après son lancement, son blogue lui a ouvert des portes. Il a rencontré Bruno Georget, chroniqueur, avec qui il a lancé le balado *Rétro Nouveau*. Puis il a greffé à son site une boutique en ligne rapidement devenue populaire dans le milieu. Il a organisé des soirées pour collectionneurs, leur donnant l'occasion de se rencontrer ou de transiger.

De fil en aiguille, Dominic s'est retrouvé copropriétaire d'Arcade MTL, bar de la rue Saint-Denis à Montréal, ouvert au printemps 2016. La borne de jeux vidéo scintillante et tapageuse a finalement triomphé de ce local du Quartier latin qui a connu de nombreuses identités au cours des dernières années. Des dizaines de machines d'époques et de styles différents, toutes rétro, s'alignent sur les murs, chacune accessible gratuitement moyennant un coût d'entrée au bar. L'équipe a

trouvé tous les types de bornes au Québec et en assure seule l'entretien, sur place.

Les joies du passé

Le nostalgique ne s'en cache pas: «Ici, on vend de la nostalgie.» «Mais ce n'est pas un endroit pour gamers, et c'est ce qui fait notre succès. Les gens viennent essayer l'expérience.» Un an plus tard, «Papa» qualifie sans hésiter l'endroit de succès.

Car la nostalgie a la cote dans le domaine vidéo ludique, comme dans les autres sphères du divertissement. «Certains viennent ici et on les entend dire: "Wow, le NES, le Nintendo 64!" Pour moi, c'est du quotidien, mais les gens reviennent vers ça. Tout le monde se demande si la mode du rétro va s'essouffler; à ce jour, ça ne fait que s'amplifier», croit Dominic.

Ça, Nintendo le sait. L'entreprise vient d'annoncer la sortie du SNES Classic, version miniaturisée de sa console à succès mise sur le marché avec 21 jeux bien aimés. Après le succès retentissant du NES Classic l'an dernier (vendu à plus de deux millions d'unités, avant qu'on stoppe la production), l'engouement est encore une fois au rendez-vous.

Une affaire de famille

Entre ses projets de collectionneur, de copropriétaire de bar et son emploi quotidien de designer graphique, Papa cassette ne s'en fait pas pour sa petite famille. «Demain matin, si j'ai des problèmes, je peux vendre ma collection et faire de l'argent», affirme-t-il. «Ma blonde [avec qui il partage sa vie depuis 13 ans et mère de leurs deux garçons] m'a toujours encouragé et je garde un équilibre dans mes affaires.» Elle travaille même un soir par semaine au bar. Dominic, lui, accomplit la plus grande partie de son travail à distance.

La passion transmise par sa grand-mère deviendra peut-être une affaire de famille, espère-t-il. «Mon plus vieux est zéro intéressé par tous les jeux que je possède. Lui, il aime les jeux de sport, et moi, je ne veux rien savoir de ça. Mais mon plus jeune a de l'intérêt, il aime regarder les pochettes...»

«J'ai peut-être de la relève!»

Le Devoir

D Voir aussi • Un portrait vidéo de Papa cassette sur les plateformes numériques du Devoir.

ÉDITORIAL

ARABIE SAOUDITE

Clémence pour Badawi

Raïf Badawi est enfermé depuis plus de cinq ans dans une prison saoudienne. Le Canada peut-il en faire plus pour aider ce martyr de la liberté d'expression ?

L'ambassadeur de l'Arabie saoudite au Canada, Naïf Bin Bandir al-Sudairy, a rompu cette semaine avec le langage feutré de la diplomatie internationale pour dire au Canada de cesser d'importuner le régime saoudien avec le sort de Raïf Badawi, puni pour ses écrits à connotation libérale et réformiste.

«L'Arabie saoudite respecte les décisions des tribunaux canadiens. Et nous croyons que nos amis canadiens devraient nous traiter de la même façon. C'est tout», a-t-il dit mardi à Ottawa. Cette sortie étonnante, pour ne pas dire insultante à l'égard de l'allié canadien, est en droite lignée avec la position défendue par l'Arabie saoudite dans le dossier Badawi. En mars 2015, l'ambassadeur avait envoyé une lettre aux gouvernements du Québec et du Canada, pour leur demander de lâcher prise dans cette affaire.

Il faut tout de même un certain culot. L'ambassadeur Al-Sudairy a sommé le Canada de ne plus s'ingérer dans le dossier de Raïf Badawi en marge d'une conférence de presse au cours de laquelle il invitait le Canada à intercéder dans une dispute régionale qui met le Qatar en opposition à un quatuor formé de l'Arabie saoudite, de l'Égypte, des Émirats arabes unis et de Bahreïn.

Le gouvernement Trudeau a vite réagi, en indiquant qu'il continuerait à défendre la cause de Raïf Badawi, à Riyad et à Ottawa. «La promotion et la protection des droits de la personne — y compris le droit à la liberté d'expression, de conscience et de religion — font partie intégrante de la politique étrangère du Canada», a fait savoir aux médias, par courriel, une porte-parole

du ministère des Affaires étrangères du Canada. Une sortie en règle de la ministre titulaire, Chrystia Freeland, ou encore du premier ministre Trudeau aurait donné plus de poids et de crédibilité à l'indignation canadienne, d'autant plus que M. Badawi subit depuis maintenant cinq ans un traitement cruel et injustifié.

Le cas de Raïf Badawi est difficile à défendre d'un strict point de vue diplomatique, une réalité reconnue autant par le gouvernement de Stephen Harper que celui de Justin Trudeau. M. Badawi n'est pas un citoyen canadien, ce qui enlève du mordant aux protestations d'Ottawa pour le faire libérer. Toutefois, l'épouse de M. Badawi, Ensaf Haidar, possède un statut de résidente permanente et elle vit à Sherbrooke avec les trois enfants du couple. La demande de clémence du Canada revêt donc un caractère humanitaire parfaitement justifiable.

Les «valeurs canadiennes», un concept flou évoqué de temps à autre par le premier ministre Trudeau, sont bien secondaires dans cette histoire. Une intervention diplomatique du Canada est nécessaire pour des raisons beaucoup plus fondamentales. La condamnation de Raïf Badawi à 1000 coups de fouet (il en a déjà reçu 50), dix ans de prison et 290 000 \$ d'amende est profondément offensante, car il a été puni pour des crimes odieux qui forment le socle de la civilisation occidentale: liberté d'expression, de conscience et de religion. C'est une question de droits de la personne fondamentaux.

Raïf Badawi est un esprit libéral enfermé dans le carcan du wahhabisme. Les autorités saoudiennes veulent le broyer, en l'accusant d'insulte à l'islam et d'apostasie. Il a osé dénoncer le conservatisme de la société saoudienne dans ses écrits. Il n'appelait ni à l'insurrection ni à la violence, mais plutôt à des réformes sociales et politiques, visant entre autres à assurer une séparation entre l'islam et l'État saoudien, à respecter la diversité des croyances religieuses et à faire avancer les droits des femmes.

Ces positions sont en apparence banales vues du Canada, mais elles sont révolutionnaires vues de l'Arabie saoudite. Ce n'est pas pour rien que le Parlement européen a remis à Raïf Badawi le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit, en 2015, afin de souligner sa «contribution exceptionnelle à la lutte pour les droits de l'homme dans le monde». Cet idéal de liberté est une hérésie pour le régime saoudien.

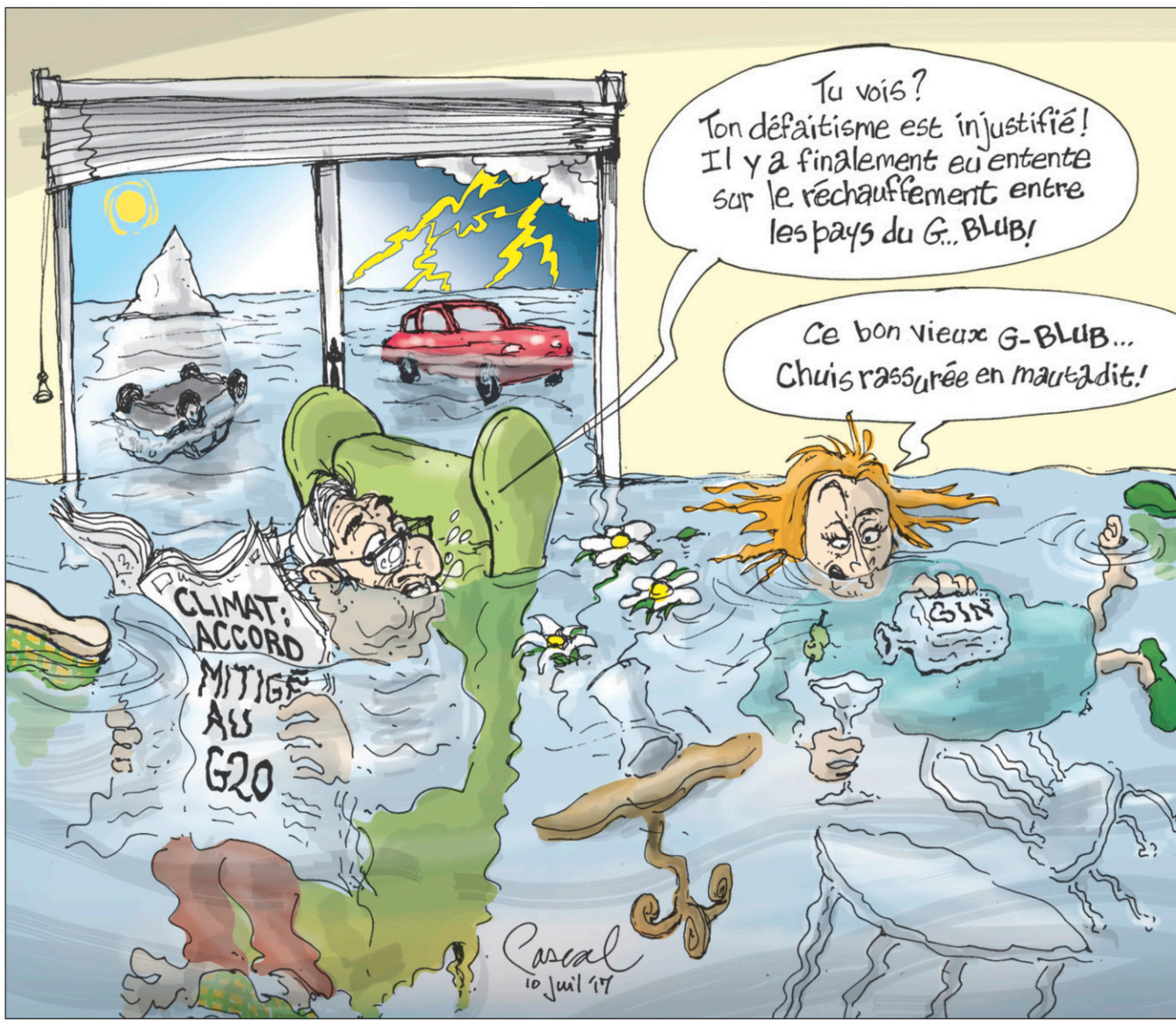
Pour le Canada, l'Arabie saoudite est un allié dans une région du globe marquée par l'instabilité, les conflits, les guerres civiles et l'expansion du terrorisme. Le sort d'un seul homme pèse bien peu dans les calculs géopolitiques. D'ailleurs, le gouvernement Trudeau a autorisé la vente de blindés fabriqués par l'ontarienne General Dynamics Land Systems (un contrat de 15 milliards), même si les violations des droits de la personne sont monnaie courante en Arabie saoudite. Le gouvernement Trudeau en a fait bien peu de cas avant d'autoriser la vente.

Raïf Badawi n'est peut-être pas un citoyen canadien, mais les valeurs qu'il représente et qu'il a défendues, au péril de sa vie, méritent un engagement ferme et sans relâche du Canada pour l'aider à obtenir la clémence.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS
 Adjoint PAUL CAUCHON, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Les cimetières du futur

C'est mon père qui le premier m'a fait fréquenter les cimetières de partout où nous allions, enfant, parcourant l'est du Canada et des États-Unis en camping. Il nous sensibilisait aux aspects historiques et culturels que pouvaient révéler ces lieux que nous parcourions tranquillement à voix basse. Mon grand-père maternel, lui, avait un atelier rue Saint-Vallier attenant au cimetière Saint-Charles à Québec. Il y taillait des pierres tombales pour garder trace des gens qui reposaient au cimetière d'en face. Lui-même, ma grand-mère, mes parents, certains de ses enfants et petits-enfants y sont regroupés sous la stèle qu'il a taillée lui-même juste avant sa mort. Je pensais les rejoindre. Mais si je demande l'apostasie du catholicisme, serais-je refusée? En effet, avec la tuerie de la mosquée de Québec, je découvre que ces lieux que je pensais paisibles et au-dessus des enjeux des vivants peuvent créer la discordance: ils sont confessionnels, donc les musulmans, entre autres, ne peuvent y être enterrés... Conséquemment, un lieu de sépulture doit être créé par et pour les musulmans de la région de Québec, d'où l'achat d'un terrain à Saint-Apollinaire. On croirait arriver à la fin de l'histoire, mais malgré l'ouverture de la communauté au projet, un référendum est demandé par des citoyens ayant récolté le nombre suffisant de signatures. Donc, le projet sera soumis aux voix des citoyens le 16 juillet prochain et, au pire, pourrait être rejeté. Même s'il est accepté, quelle triste saga pour une communauté qui

vient de perdre dans la violence plusieurs membres de sa communauté. Mais où donc sont mis en terre les apostasiés, les excommuniés, les athées, les pratiquants du bouddhisme, de l'hindouisme, du judaïsme et de bien d'autres religions dans la région de Québec et ailleurs? Pourquoi ne pas penser à créer partout au Québec des enclaves laïques dans les cimetières confessionnels existants? Ou créer des cimetières laïques où les citoyens ayant des liens d'appartenance forts avec leur religion pourraient se regrouper, mais où aucune religion ou non-religion ne pourrait être refusée? Il est temps de créer ces lieux neutres et inclusifs pour que nos morts reposent en paix en tant que citoyens et citoyennes et non en étant et séparés selon leurs croyances religieuses.

Marthe Savoie, retraitée
 Vieux-Longueuil, le 8 juillet 2017

Société d'État, club sélect

Je n'ai point de cartes de points. Pourquoi? Parce que ces cartes ne sont pas que des cartes de points. Ce sont d'abord et avant tout des cartes de fidélisation. Pourquoi serais-je fidèle à une entreprise commerciale en particulier puisqu'elles sont toutes pareilles, vendent toutes les mêmes produits et n'accordent d'importance à mes besoins que dans la mesure où je les partage avec suffisamment de personnes pour qu'il soit rentable d'y répondre? Je n'ai pas non plus cette carte offerte par la SAQ, d'autant moins que je considère qu'il est tout à fait malhonnête et inacceptable d'ac-

corde des réductions et des privilèges à certains clients quand on a le monopole absolu de la vente de certains produits. Ne sommes-nous pas tous propriétaires de cette société d'État? Ne devrions-nous pas tous avoir droit aux mêmes services, aux mêmes privilèges sans devoir faire partie d'un club en particulier?

Claude Guay
 Sherbrooke, le 7 juillet 2017

La faune du G20

J'ai bien vu la photo de famille du sommet du G20 et en suis restée songeuse. Dans cette mer de pantalons-cravates, j'ai pu reconnaître deux filles sur les quatre courageuses participantes. Et on se demande pourquoi il y a encore et toujours des guerres. Alors que tout ce beau monde se consulte à nos dépens, nos fils et nos filles vont guerroyer à leur commande. Et je te tue et tu me tues à trois ou quatre kilomètres, du haut du ciel ou dans les eaux, vas-y mon gars, soit un héros et on te décorera à titre posthume. Si on changeait la donne? Remplacer les pantalons-cravates et gros ego par talons hauts et cœurs chauds, peut-être sauverait-on la planète puisqu'aucune mère ne veut voir mourir ses enfants pour satisfaire son orgueil. Peut-être y aurait-il un peu d'espoir pour l'avenir de notre descendance? En attendant, si on mettait tout ce beau monde en quarantaine sur une île déserte tant qu'il n'aura pas trouvé le chemin de la paix?

Sylvia Pelletier-Gravel
 Gatineau, le 8 juillet 2017

L I B R E O P I N I O N

SERGE LEGAGNEUR (1937-2017)

Grand deuil pour la poésie haïtienne et québécoise

ROBERT BERROUËT-ORIOU
 Linguiste-terminologue

Quelques jours après le décès de notre ami le poète Claude Pierre, la disparition à Montréal, le 30 juin 2017, de l'un des plus grands poètes surréalistes haïtiens du XX^e siècle, Serge Legagneur, plonge la poésie haïtienne et québécoise dans un grand deuil.

Né le 10 janvier 1937 à Jérémie, Serge Legagneur est l'un des membres fondateurs, au début des années 1960, du groupe Haïti littéraire aux côtés de Davertige, Roland Morisseau, Anthony Phelps, Auguste Thénot et René Philoctète. Pour se mettre à l'abri du terrorisme d'État institué par François Duvalier, il rejoint à Montréal, en 1965, ses amis poètes Emile Ollivier et Anthony Phelps, qui ont dû eux aussi quitter l'île-prison duvalérienne, liberticide et mortifère.

Avant son départ pour le Canada, Serge Legagneur a œuvré aux deux revues du groupe Haïti littéraire: d'abord *Prisme*, revue sonore de Radio Caci que fondée par Anthony Phelps. Radio Caci que animait, tous les dimanches, une chronique culturelle: trente minutes de poésie, un jeu radiophonique et une pièce de théâtre de trente minutes. Ensuite *Semences*, qui a fait

paraître quatre numéros comprenant principalement les œuvres du groupe Haïti littéraire.

Au cours des années 1960, Serge Legagneur participe, aux côtés d'Anthony Phelps et de Gérard V. Étienne, à de nombreuses rencontres avec l'avant-garde littéraire québécoise: Paul Chamberland, Nicole Brossard, Raoul Duguay, Claude Péloquin, Denise Boucher, Gilbert Languevin et Gaston Miron, qui baptise le groupe «Batêche batouque». C'était aux fameux «lundis du Perchoir d'Haïti», à Montréal, des rencontres d'une ample volonté au vent des idées d'ouverture du Québec sur le monde et sur lui-même.

Fort actif dans le champ littéraire québécois, Serge Legagneur publie *Textes interdits* en 1966. De haute maîtrise langagière, ce recueil est chaleureusement accueilli par les critiques et les poètes québécois. Selon son éditeur, le poète québécois Paul Bélanger, «l'œuvre de Serge Legagneur est tout à fait significative de l'effet des poètes haïtiens sur la poésie québécoise, voire même sur la poésie de langue française». Dans *Le Soleil* (de Montréal) du 6 juillet 1967, Suzanne Paradis écrit: «Avec Serge Legagneur, la poésie canadienne-française a gravi plusieurs échelons à la fois sur la voie verticale de l'intelligence et du langage poétique...»

Serge Legagneur, après des études en littérature et en psychopédagogie, a enseigné le français dans plusieurs écoles de la région métropolitaine de Montréal tout en poursuivant le tracé d'une œuvre de haute couture poétique comprenant, entre autres, *Textes interdits* (Estrel, 1966), *Textes en croix* (Nouvelle optique, 1978), *Textes muets* (Noroît, 1987), *Poèmes choisis, 1961-1997* (Noroît, 1997).

L'œuvre de Serge Legagneur comprend également un document majeur devenu quasiment introuvable: *Que meure la chanson de la mort*, poème écrit collectivement en 1963 pour Marie Chauvet par le groupe Haïti littéraire. Sur le plan des documents sonores, l'œuvre de Serge Legagneur consigne des pièces dont la grande rigueur esthétique doit encore être saluée.

Observateur attentif de la poésie québécoise venue d'ailleurs, Jean-Marc Lafrenière analyse en ces termes son œuvre: «La poésie de Serge Legagneur envoûte, embrasse par son langage dénué de toute vision idéologique. Poésie innovatrice dégagée de toute substance imbriquée dans la pétulance des mots de l'engagement [...]. Et de par son intelligence, il a su ressusciter le mouvement du poème (le rythme intérieur) et soulève la passion des mots (le ton du langage), deux caractéristiques que l'on retrouve comme

par hasard chez des auteurs québécois tels Michel Beaulieu (Charmes de la Fureur, 1970) et Paul-Marie Lapointe (Le réel absolu, 1971).»

Comment conclure? À l'instar de l'impayable dette que j'ai envers Anthony Phelps, l'œuvre de Serge Legagneur aura durablement et qualitativement marqué mes chantiers d'écriture poétique à travers notamment nos conviviales rencontres-repas, chez moi, au cours des années 1990. Lui rendre hommage à hauteur d'une exemplaire parole poétique, c'est rompre les digues de l'agraphie et du chagrin qui nous submergent.

Rendre la poésie à la poésie: la sienne, assurément, porteuse de la lumière qui nous grandit, qui grandit le Québec et qui se lit comme suit dans son long poème intitulé *Inaltérable*: «vers cette mer intérieure que je t'indiquerai hors du portulan/en toi retrouvé/le même dit de toute langue de feu/hybride excroissance entre muscle et calcaire diront-ils/mais nous simple genèse de l'ombre/d'une descente infinie vers ce chant qui fut toi/au plus-que-parfait du centre du foyer/sur l'égal battement d'ailes labiales/la même soit éprouvée des entonnoirs aux labyrinthes/l'insurmontable vertige des couloirs de pierres intérieurs/ou ceux-là s'acharnant enchaînés au sort des phrases/muettes».

IDÉES

CIMETIÈRE MUSULMAN

Apprendre à « mourir ensemble »

YANNICK BOUCHER

Chargé de cours et docteur au Département d'anthropologie de l'Université de Montréal et membre du groupe de recherche « Diversité urbaine » affilié au Centre d'études ethniques des universités montréalaises

La mort n'est jamais la bienvenue dans nos vies. Nous nous y préparons malgré tout sans vraiment y penser, ne serait-ce qu'en payant une assurance vie et en préparant un testament. Mais pour plusieurs personnes de confession musulmane immigrées au Québec, la réalité est tout autre. Elles ont le défi supplémentaire de se retrouver dans un nouvel environnement social et culturel. Les familles n'ont bien souvent aucune idée de la manière de procéder et vers qui se tourner. La plupart ne laissent aucun testament, arrangement préfunéraire ou assurance vie. Si dans leur pays d'origine les décès sont, pour la plupart, pris en charge par l'État et la famille (limitant de fait les frais funéraires), dans leur pays d'accueil, la mort revêt un coût financier parfois considérable. Le décès devient en quelque sorte une responsabilité individuelle. Les moments qui suivent le décès sont donc marqués par de nombreuses ruptures qui influencent le processus de deuil.

Si encore une majorité de personnes font le choix de se faire rapatrier au pays d'origine, et ce, pour diverses raisons qui s'articulent les unes avec les autres (à la fois sociales, culturelles, religieuses, économiques, etc.), de plus en plus de personnes font le choix de se faire inhumer dans leur terre d'accueil. Et contrairement aux croyances populaires, on ne dispose pas du corps des défunts comme on le souhaite au Québec. La législation sur les activités funéraires y est déjà bien établie (L.R.Q., c. I-11). Ces lois peuvent toutefois entrer en contradiction avec des rites et croyances autres que ceux qui ont constitué le Québec au fil de son histoire (principalement judéo-chrétienne).

S'enraciner

Par exemple, nous avons l'obligation d'enterrer nos morts dans un cercueil (pratique devenue hautement culturelle à mon sens, plutôt qu'un enjeu de santé publique), et d'embaumer le corps (thanatopraxie). Deux pratiques contraires aux traditions et rites musulmans, mais pourtant acceptées par la grande majorité des personnes de confession musulmane au Québec (la crémation n'est pas une option dans la tradition musulmane). D'ailleurs, que la personne soit enterrée dans un carré musulman, un cimetière confessionnel, ou même rapatriée au pays d'origine, elle ne peut se soustraire à ces lois.

En fait, le choix d'être inhumé au Québec est



KENZO TRIBOUILLARD AGENCE FRANCE-PRESSE

Jamais la vie en immigration et la mort en terre d'accueil n'auront été aussi pertinentes pour réfléchir à la diversité qui traverse le Québec d'aujourd'hui.

assez déchirant pour les familles immigrantes. Dans bien des cas, ce choix est vécu comme une rupture du point de vue des liens familiaux avec le pays d'origine, mais aussi réinvesti de sens, en pensant aux enfants qui seront de futurs citoyens du Québec. Choisir que son corps se désintègre dans la terre d'accueil pour donner des racines aux enfants est une image forte qui suggère un désir d'intégration à long terme. Même chose pour la volonté d'obtenir un cimetière musulman.

Certains y verront une tendance au communautarisme plutôt que d'y voir une intention de s'enraciner. Pourtant, les cimetières sont des lieux de mémoire au même titre que les musées, les monuments ou les festivals. C'est à travers de telles institutions que la mort (et la vie) de l'immigrant gagne son sens et sa reconnaissance.

Nous aimerions penser que le référendum du 16 juillet prochain à Saint-Apollinaire n'est qu'un enjeu local. Détrompez-vous! À travers les médias, le Québec a les yeux braqués sur ce coin de pays. Quel message un « non » enverrait-il aux personnes de confession musulmane qui nous ont rejoints pour construire le Québec? Quel message enverrions-nous aux enfants? Ces mêmes enfants qui vivront dans un monde de plus en plus complexe, de par la mobilité accrue des individus et la fluidité des frontières nationales. Allons-nous nous rigidifier face à ces phénomènes, ou prendrons-nous le chemin de l'ouverture?

Nourrir le radicalisme

Je reste malgré tout pessimiste. Un tel processus référendaire, aussi démocratique soit-il,

ne peut que nourrir les radicalismes de part et d'autre. Nous nous retrouvons donc devant un cul-de-sac; en partie à cause du désengagement de nos élites politiques sur cet enjeu. Elles ont pris la parole à la suite de la tragédie du 29 janvier dernier, mais malheureusement ces belles paroles ne se sont jamais traduites en actions.

En fait, ces questions ne concernent pas que les immigrants dans leurs histoires personnelles, elle interroge fortement l'organisation de la société dans son ensemble. Cet enjeu vient interpeller les discours officiels mis en place afin de gérer la pluralité dans un Québec traversé à la fois par l'ouverture et par l'insécurité identitaire, et où l'impact sur les relations entre minorité et majorité est prépondérant.

Jamais la vie en immigration et la mort en terre d'accueil n'auront été aussi pertinentes pour réfléchir à la diversité qui traverse le Québec d'aujourd'hui. En fait, la mort de l'immigrant vient remettre en question les limites du « vivre ensemble » et, par ricochet, soulève l'idée du « mourir ensemble », de notre rapport à l'Autre et à la différence.

Que l'on soit athée, agnostique, croyant pratiquant ou non pratiquant, lorsque la mort surgit dans nos vies, nous cherchons tous à faire sens de ces événements. Nous tenons tous à redonner de la dignité à ceux qui ont partagé notre vie et que nous avons aimés (ou détestés). Au-delà des différences, c'est sur une question de respect et de dignité que les 62 personnes de Saint-Apollinaire auront à réfléchir avant de se prononcer le 16 juillet prochain.

Le lion marocain

JEAN-BENOÎT NADEAU



Il y a des lions au Maroc. On les entend même qui rugissent dans le dernier classement des entreprises africaines du magazine *Jeune Afrique*. J'ai souvent fait allusion aux succès du Maroc, mais le moment est venu de vous montrer comment ce pays est devenu l'un des principaux piliers du monde francophone.

Parmi les 500 entreprises classées dans ce numéro hors série, 71 sont marocaines, soit 14%. C'est énorme pour un petit pays de 34 millions d'habitants (presque aussi peuplé que le Canada), qui représente 2,8% de la population africaine et 4% de son économie.

Le Maroc, qui tournait pratiquement le dos à l'Afrique il y a 15 ans, est devenu le premier investisseur francophone sur le continent et le deuxième grand investisseur africain après l'Afrique du Sud.

Ses compagnies d'assurances, de télécommunications, de construction et de grande distribution sont partout. Les agences bancaires marocaines sont désormais deux fois plus nombreuses que les institutions françaises. Royal Air Maroc a multiplié par cinq le nombre de routes desservant le continent. Le gouvernement du Québec a donc d'excellentes raisons d'y ouvrir prochainement un nouveau Bureau du Québec.

Ce succès en cache un autre: le Maroc, pauvre en pétrole, s'est doté de l'une des économies les plus diversifiées du continent. Le Maroc est le deuxième producteur automobile du continent, avec 346 000 voitures en 2016, après l'Afrique du Sud (600 000). Il sera le premier pays du continent à implanter un TGV, cette année. En fait, quand on considère le classement de *Jeune Afrique*, six des cinquante premières sociétés africaines dans le secteur des boissons sont marocaines. Dans les télécommunications, quatre. Dans la construction, quinze! Et encore dix dans les matériaux de construction.

La carte francophone

À la mort d'Hassan II en 1999, son fils Mohammed VI est arrivé avec une vision nouvelle. Alors que la France commençait à se désintéresser du continent, le Commandeur des croyants a plutôt vu le parti à en tirer — comme les Chinois. Il a donc lancé le pays à la redécouverte du continent, à commencer par l'Afrique francophone.

Depuis, Mohammed VI a personnellement dirigé plusieurs dizaines de visites officielles — toujours de grosses délégations de 300, 400 personnes, dont une bonne moitié de gens d'affaires. Selon *Jeune Afrique*, la mayonnaise a pris en 2007-2008, lorsque les banques marocaines ont commencé à acquérir d'autres banques africaines, dont plusieurs filiales africaines de banques françaises. Les grandes entreprises marocaines ont suivi, et maintenant les PME.

Si le Maroc a mieux résisté que la plupart des pays d'Afrique du Nord au Printemps arabe de 2011, c'est en partie parce que son action économique est très antérieure. De 2000 à 2013, l'économie marocaine a crû à une moyenne de 5% par an, marquant un léger ralentissement de la cadence depuis 2013 (moyenne de 3,6%), mais l'inflation est demeurée à un niveau comparable à celui du Canada et le taux de chômage n'a pas dépassé 10%.

Ces succès ne sont pas de trop pour surmonter les difficultés considérables du pays, certes beaucoup plus riche que la moyenne africaine, mais très nettement sous le niveau de vie occidental.

Le système économique marocain ne vit pas que de bons coups. La SAMIR, numéro 1 du raffinage au Maroc et principale entreprise du pays, est en faillite. Le nord-est du pays, appelé le Rif, est en révolte depuis octobre 2016 après des décennies de négligence volontaire par le régime, qui l'a ainsi puni pour s'être révolté contre la Constitution imposée par Hassan II. Le gouvernement tente aussi de réparer un système d'éducation en ruine qui hésite entre l'arabisation et la francisation.

Mais le Maroc tient le coup et continue d'avancer. La pénétration des intérêts marocains sur le continent suscite des protestations au Sénégal et dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest, mais le Maroc se tire d'affaire parce qu'il joue très fort la carte de la diplomatie. Les missions très fréquentes du roi en Afrique visent à multiplier les contrats, mais surtout les accords commerciaux dans un cadre de coopération sud-sud qui demeure inusité dans le monde francophone.

Cette diplomatie économique est sans doute la très grande force du Maroc. Depuis longtemps, ses nombreux accords de coopération avec l'Union européenne, qui le placent en situation de quasi-libre-échange, en font l'une des principales portes d'entrée du continent.

Le Maroc vient de réintégrer l'Union africaine après s'en être exclu lui-même il y a plus de 30 ans sur la question du Sahara occidental. Il tente actuellement de se faire accepter parmi la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Avec la tenue de la COP22 sur le climat en décembre 2016 à Marrakech, il ajoute désormais la diplomatie environnementale à son carquois.

On n'a pas fini d'entendre parler du Maroc.

PERFORMANCE EN SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Penser la santé de façon globale

MATHIEU PIGEON

Montréal

Détresse psychologique et épuisement professionnel, deux phénomènes dont on parle de plus en plus dans les médias ces derniers temps, notamment en ce qui concerne les travailleurs du réseau de la santé et des services sociaux. D'une part, le fait de leur accorder ainsi plus d'attention peut contribuer à lever les tabous autour des questions de santé mentale dans l'espace public, encourageant du même coup les gens qui souffrent à demander de l'aide. D'autre part, il s'agit aussi d'un indicateur important qui devrait nous inciter collectivement à amorcer des changements en ce qui a trait à nos politiques publiques et à notre vision du travail.

Depuis l'avènement de la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux, notamment par l'abolition des agences régionales (loi 10), de nombreux constats ont été établis en matière d'accroissement de la détresse psychologique chez les travailleurs.

Mais cette loi ne constitue qu'un facteur pouvant expliquer les phénomènes dont il est question. Il ne faut surtout pas oublier que les politiques d'austérité y jouent un rôle important, en imposant une norme centrale: « faire plus avec moins ». Pour répondre à cette norme, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec a choisi d'implanter des méthodes de gestion inspirées de l'approche Lean (elle-même inspirée du toy-

tisme) au sein de plusieurs de ses unités de services. Ces méthodes impliquent des mesures d'évaluation de la « performance » basées sur des indicateurs essentiellement quantitatifs (ex.: durée moyenne à ne pas dépasser pour chaque type d'intervention, nombre d'interventions à réaliser par unité de temps, etc.).

Bien que l'objectif de cette méthode de gestion apparaisse légitime, sa logique risque toutefois d'induire une pression significative

Ne devrions-nous pas modifier les indicateurs de performance du système de santé pour inclure des critères aussi axés sur la santé globale de la population et les déterminants sociaux de la santé?

chez les travailleurs, alors même qu'ils doivent composer avec un contexte de ressources réduites. Mais il faut aussi souligner le risque de détérioration de la santé psychologique créé par l'effet de la « double contrainte ».

Double contrainte

Théorisé par l'anthropologue Gregory Bateson dans les années 1950 — et développé plus tard par les psychiatres de l'école de Palo Alto, précurseurs des thérapies familiales et systémiques d'aujourd'hui —, le concept de double contrainte renvoie à un type d'interaction ou de situation problématique qui place l'individu devant un dilemme insoluble, où tous les

choix possibles sont perdants. « Sois spontané! » ou « Sois un grand, mon petit! » en constituent des illustrations classiques.

Dans le cas du réseau de la santé, la demande d'accroissement de la productivité combinée à une réduction de ressources représente une forme particulière de double contrainte, où le travailleur fait face à une situation paradoxale: soit il répond à l'injonction de performance des gestionnaires, par exemple en se conformant aux normes fixées en matière de durée d'intervention, au risque d'escamoter son travail auprès des patients; soit il contrevient aux normes établies dans une visée de santé durable pour les patients, et se retrouve ainsi en situation de conflit avec ses supérieurs.

Un tel dilemme génère bien sûr son lot de maux psychiques, mais il porte aussi en lui le risque de la perte de sens au travail. À bien y penser, il est facile de comprendre que les travailleurs se retrouvent alors devant l'obligation de résoudre ce dilemme en se conformant aux injonctions du système. L'autre solution impliquerait une tension perpétuelle avec leurs supérieurs.

Le travail des prestataires de soins de santé nécessite une adaptation continue aux besoins spécifiques de chaque personne. Par conséquent, le fait d'imposer des critères de performance limitant leur marge de manœuvre — alors qu'ils font déjà preuve de résilience en « faisant plus avec moins » — fait planer un risque important pour leur santé mentale. Après tout, ce

ACTUALITÉS

ANTICOSTI

SUITE DE LA PAGE 1

obligation de « consultation » des Premières Nations, avant d'autoriser le prélèvement de plus de 30 millions de litres d'eau dans les rivières d'Anticosti. « Je suis très surpris, très frustré et très inquiet de la décision du gouvernement fédéral. Ils ont donc 30 jours pour annuler les autorisations, sinon nous pourrions les poursuivre. »

M. Piétachio soutient que les Innus avaient obtenu à l'automne dernier l'assurance qu'ils seraient consultés avant toute autorisation de forages avec fracturation sur la plus grande île du Québec. Mais depuis, souligne-t-il, sa communauté n'a jamais été contactée. « Nous déplorons cette approche qui exclut les peuples autochtones dans une astuce peu louable qui vise à éviter un processus de consultation nécessaire », affirme-t-il dans une lettre qu'il vient de faire parvenir au ministre responsable de Pêches et Océans Canada, Dominic LeBlanc.

Le chef innu est en outre convaincu que le prélèvement d'eau dans des rivières à saumon, dont la réputée rivière Jupiter, pose « un risque sérieux pour l'habitat essentiel du saumon atlantique de l'île d'Anticosti, une espèce

en voie de disparition ». Il dénonce d'ailleurs la position de Pêches et Océans Canada (MPO), qui estime au contraire que ces prélèvements ne présentent pas de risque pour l'habitat du poisson.

Autorisations complètes

Selon les précisions obtenues par *Le Devoir* auprès du MPO, le gouvernement a en effet jugé que le projet de forages avec fracturation ne nécessite aucune autorisation en vertu de la Loi sur les pêches. Celle-ci proscriit toute activité susceptible de causer des dommages à l'habitat du poisson. Dans ce cas-ci, il était donc question d'analyser les possibles impacts des prélèvements dans les rivières, mais aussi ceux des rejets des eaux dans le golfe, une fois celles-ci traitées sur place après les forages.

Ce feu vert du gouvernement fédéral signifie que Pétrolia a « toutes les autorisations » en main pour réaliser les trois forages prévus sur Anticosti, confirme le porte-parole de la pétrolière, Jean-François Belleau. Aucun forage n'est toutefois prévu pour le moment cette année, même si des sites sont déjà prêts. Il faut dire que la décision d'Ottawa est intervenue à la fin du mois de juin. Cela signifie que les équipements et le personnel nécessaires pour forer n'ont pas pu être mobilisés. Selon ce que précise M. Belleau, Pétrolia, qui agit à titre d'opérateur pour Hydrocar-

bures Anticosti, souhaite d'ailleurs « concentrer les efforts sur la négociation avec le gouvernement » du Québec.

Le premier ministre Philippe Couillard a fait savoir que les libéraux souhaitent mettre un terme au projet pétrolier, financé majoritairement par l'État québécois. Pour cela, il devra parvenir à s'entendre avec Pétrolia et Corridor Ressources, qui réclameraient pas moins de 200 millions de dollars pour mettre fin au contrat d'Hydrocarbures Anticosti. Québec doit également négocier avec son partenaire financier Saint-Aubin, mais aussi les entreprises Junex et Transamerican Energy, qui détiennent des permis d'exploration sur l'île.

Négociations en cours

Au cabinet du ministre des Finances, Carlos Leitão, on se limite à un bref commentaire pour qualifier la teneur des discussions entre Québec et les pétrolières. « Les discussions sont en cours et se déroulent bien avec les détenteurs de permis d'exploration sur Anticosti », répond l'attachée de presse du ministre, Audrey Cloutier. Le gouvernement refuse de dire si son intention est d'éviter toute reprise des travaux. Pétrolia a fait valoir que « dans l'éventualité d'un échec de ces négociations », l'entreprise « poursuivra la reprise des travaux prévus ».

Pour Martine Ouellet, qui était ministre des Ressources naturelles au sein du gouvernement péquiste qui a signé le contrat d'Hydrocarbures Anticosti en 2014, offrir une compensation pour la fin du contrat reviendrait à « donner des cadeaux à des pétrolières ». « Comment se fait-il qu'il y ait un acharnement à vouloir continuer? Lorsqu'on sait que ce n'est pas rentable, dans une entente d'affaires, on ferme les livres et c'est fini », laisse-t-elle tomber.

Mais est-ce que cela constituerait une rupture de contrat? « Ce n'est pas une rupture de contrat. Ce n'est pas rentable, donc c'est une fin de contrat », répond M^{me} Ouellet. Il n'y a pas de compensation, parce qu'on n'empêche pas une des deux parties de faire des bénéfices. Il n'y a pas de bénéfices à faire. »

Il est toutefois impossible de savoir si l'entente permet au gouvernement de mettre un terme au projet de recherche de pétrole et de gaz de schiste sans indemniser ses partenaires. Le contrat signé par le gouvernement de Pauline Marois n'a jamais été rendu public. Pétrolia souhaite aujourd'hui qu'il le soit, tout comme Martine Ouellet. Mais le cabinet du ministre Leitão refuse, « afin de ne pas nuire aux discussions avec l'ensemble des partenaires et des détenteurs de permis d'exploration ».

Le Devoir

MONARQUE

SUITE DE LA PAGE 1

narque », un projet lancé en juin 2016 qui invite les Canadiens à recenser les plants d'asclépiade qui croissent près de chez eux et à dénombrer les œufs et les chenilles de monarques dans le but d'élaborer un plan de conservation.

En 20 ans, la population des monarques a chuté de 90%. Elle ne compterait que 60 millions d'individus alors que, pour assurer la résilience de l'espèce, il en faudrait 250 millions.

Malgré sa recherche infructueuse dans les plants d'asclépiade, Maxim Larrivée soutient que les monarques sont plus nombreux cette année au Québec que l'an dernier. « Cette année, on a eu de belles conditions de migration avec des vents du sud qui ont poussé les papillons vers le nord. De plus, les occasions de reproduction au Texas ont été adéquates. Ça explique la quantité

de monarques qu'on a », indique l'entomologiste.

En 2016, plus de 300 Canadiens ont participé à Mission monarque. Maxim Larrivée croit que, cette année, un millier de participants pourront être recrutés à l'échelle du pays. Au début d'août, les citoyens américains et mexicains seront mis à contribution afin de dresser un premier portrait de l'aire de reproduction des monarques en Amérique du Nord.

L'indispensable asclépiade

La clé du succès pour la protection du monarque, c'est l'asclépiade. Cette plante indigène aux fleurs roses odorantes aime les terrains ouverts et en friche. Décrite par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation comme une « mauvaise herbe », cette plante est la seule nourriture de la chenille du monarque. Autrefois abondante, elle a été progressivement éliminée, entraînant dans sa chute le papillon monarque.

C'est d'ailleurs sur la plantation d'asclépiade que la Fondation David Suzuki mise pour inciter les citoyens à mettre la main à la pâte. Des asclépiades disséminées dans les plates-bandes avec d'autres plantes nectarifères, sur les balcons ou dans les ruelles, sont autant d'oasis propices aux monarques. « On aime mieux avoir de l'asclépiade partout dans la ville plutôt qu'un énorme massif à un seul endroit », explique Julie

Roy, spécialiste en engagement du public à la Fondation David Suzuki.

Dans le cadre de sa campagne de sensibilisation « l'Effet papillon » lancée en 2016, la Fondation David Suzuki a recruté une « patrouille papillon » composée en partie de professeurs qui ont développé des projets liés à la protection des monarques dans leurs écoles.

Julie Roy soutient que le projet a dépassé les attentes: « En plantant une graine auprès de la population, ça pris des dimensions qu'on n'attendait pas du tout. C'est un projet porteur et positif. Ce n'est pas comme si on s'opposait à un pipeline. »

Montréal amie des monarques

Montréal a récemment adopté une déclaration pour devenir une ville amie des monarques. À ce jour, plus de 300 villes aux États-Unis, au Mexique et au Canada ont signé cet engagement. « C'est certain que ça reste symbolique dans la mesure où il n'y a pas d'obligation légale, mais ces villes s'engagent à prendre trois actions dans les 25 qu'on leur propose », souligne Julie Roy.

Parmi ces engagements, les villes peuvent organiser des distributions de graines ou de plantules d'asclépiade, transformer des terrains à l'abandon en zones d'habitat pour le monarque ou planter des asclépiades dans les terre-pleins de voies de circulation.

Les arrondissements de Saint-Laurent et de Rosemont-La Petite-Patrie sont eux aussi devenus amis des monarques. En 2009, Saint-Laurent avait créé une station montréalaise certifiée Monarch Watch dans la friche du boisé du parc Marcel-Laurin. L'arrondissement a aussi fait un aménagement propice aux papillons devant la bibliothèque du Boisé. « C'est très naturel, avec des plantes indigènes et nectarifères. Souvent, les gens pensent qu'on a laissé ce terrain à l'abandon, mais ce n'est pas le cas du tout », explique le maire Alan DeSousa.

De son côté, Rosemont-La Petite-Patrie prévoit aménager un jardin à papillons à l'angle de l'avenue Laurier et du boulevard Pie-IX et a planté des asclépiades au parc des Locomotives ainsi que dans la ruelle Basile-Patenaude, précise Judith Gratton Gervais, chargée de communication.

La Fondation David Suzuki incite aussi des partenaires privés et publics à penser aux monarques. L'asclépiade est déjà présente dans les emprises de lignes d'Hydro Québec, note la porte-parole de la société d'État, Geneviève Chouinard. En collaboration avec l'Institut de recherche en biologie végétale de l'Université de Montréal, Hydro-Québec a entrepris de tester des mélanges de semences dans les emprises pour voir lesquelles s'y développent le mieux. L'asclépiade en fait partie. L'objectif est double, soit de ne pas



GUILAUME LEVASSEUR LE DEVOIR

L'essentielle asclépiade

L'asclépiade est la seule plante dont se nourrissent les chenilles de monarques. C'est pourquoi il est important d'en planter pour favoriser la reproduction de ce papillon emblématique. L'asclépiade commune (*Asclepias syriaca*) est la plus répandue et pousse sur les terrains vagues, en bordure de route ou dans les champs abandonnés. Elle compte plusieurs espèces cousines, dont l'asclépiade incarnate (*Asclepias incarnata*), indigène aussi, mais qui préfère les milieux humides comme les marais et les fossés. Les monarques apprécient leur nectar, mais s'alimentent aussi auprès d'autres fleurs. Pour attirer les papillons, Espace pour la vie recommande de planter, outre l'asclépiade, des plantes comme l'eupatoire maculée, le lantana commun, le pentas lancéolé ou l'aster de Nouvelle-Angleterre.

avoir à faire d'entretien et de favoriser la biodiversité, explique M^{me} Chouinard.

« Il y a 20 ans, on ne se préoccupait pas d'étudier le monarque parce qu'il était partout, rappelle Maxim Larrivée. On tenait pour acquis qu'il ne disparaîtrait jamais de notre paysage, un peu

comme la tourte au début des années 1900. C'est la même chose pour les pollinisateurs. Ils déclinent tellement rapidement que pour que les solutions soient mises en place, il faut qu'il y ait des changements à tous les niveaux. »

Le Devoir

MOSSOUL

SUITE DE LA PAGE 1

EI] marque une étape décisive dans la campagne pour l'élimination du contrôle terroriste de certaines zones en Irak et pour la libération de son peuple », ont commenté la responsable de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, et le commissaire chargé de l'aide humanitaire, Christos Stylianides, dans un communiqué commun.

Ils y rendent hommage au « courage du peuple d'Irak, à son gouvernement et à ses forces armées, ainsi qu'au sacrifice des vies militaires ou civiles fait pour parvenir à la victoire ».

La guerre continue

La reconquête de Mossoul, dont le groupe EI avait fait son principal bastion en Irak, est la plus importante victoire du pays face aux djihadistes depuis que le groupe extrémiste sunnite s'était emparé en 2014 de vastes portions de son territoire.

Mais elle ne marque pas pour autant la fin de la guerre contre le groupe ultraradical, responsable d'atrocités dans les zones qu'il contrôle et d'attentats meurtriers dans le monde. « Cette défaite est une phase

importante dans la destruction de l'utopie déclenchée par le groupe EI et il faudra continuer le combat dans les autres coins de l'Irak et surtout en Syrie. L'objectif est de déstructurer le groupe EI, non seulement de façon territoriale, mais aussi de lui enlever son pouvoir d'attraction », indique M. Aoun.

La reprise de la grande ville du nord intervient au terme d'une offensive lancée le 17 octobre par les forces irakiennes, soutenues par la coalition internationale dirigée par les États-Unis.

Les forces irakiennes avaient capturé en janvier l'est de la cité, puis attaqué l'ouest en février. Les combats se sont ensuite intensifiés à mesure que l'étai se resserrait sur les djihadistes dans la vieille ville, un espace étroit et densément peuplé.

Ces derniers jours, les quelques djihadistes encore présents à Mossoul étaient assiégés dans un réduit de la vieille ville, le long du Tigre.

Le commandement irakien des opérations conjointes a annoncé dimanche que les forces de sécurité avaient tué « 30 terroristes » qui tentaient de s'enfuir en traversant le fleuve, qui sépare la cité en deux.

Pour les forces irakiennes, la victoire à Mossoul sonne comme une revanche.



FADEL SENNA AGENCE FRANCE-PRESSE

Une jeune rescapée de la ville en ruine de Mossoul en compagnie de policiers irakiens

La chute de la cité, le 10 juin 2014, avait été le symbole de l'effondrement de l'État irakien et de la débâcle de ses forces de sécurité face aux djihadistes qui avaient déferlé sur l'ouest et le nord du pays.

L'armée avait alors abandonné la ville et battu en retraite dans le désordre le plus total, laissant derrière elle armements et véhicules militaires, précieux butin pour les djihadistes.

Crise humanitaire

Ces neuf mois de campagne

militaire ont entraîné une crise humanitaire majeure, marquée par la fuite de près d'un million de civils, dont 700 000 sont toujours déplacés, selon l'ONU.

Les civils piégés dans la ville ont vécu dans des conditions « terribles », subissant pénuries en tout genre, bombardements et intensifs combats, et servant de « boucliers humains », d'après les Nations unies.

Au nombre des centaines de civils qui fuyaient quotidiennement ces derniers jours, des journalistes de l'AFP à Mossoul ont vu une soixantaine de

femmes et des enfants, inconsolables et traumatisés.

Parmi eux, Fatima, qui venait de revoir le ciel après quatre mois passés dans un sous-sol, sans « presque aucune nourriture ni eau ». Quand son groupe s'est mis en marche, son frère a été touché par une balle de tireur d'élite djihadiste, a-t-elle raconté.

Plus loin, une mère de famille, tunique noire et voile bleu ciel, suppliait un soldat de l'écouter. Le visage défiguré par le chagrin, elle a dit qu'elle venait juste de perdre son fils de

7 ans dans un bombardement au moment de leur fuite. « Je n'ai rien pu faire », criait-elle.

Mossoul avait une dimension très symbolique pour le groupe EI: son chef, Abou Bakr al-Baghdadi, y avait fait en juillet 2014 son unique apparition publique après la proclamation d'un « califat » sur les vastes territoires conquis par le groupe djihadiste en Irak et en Syrie.

Le sort d'Al-Baghdadi demeure incertain: la Russie a affirmé en juin l'avoir probablement tué dans une frappe en Syrie, mais personne n'a confirmé sa mort.

Le groupe EI contrôle cependant toujours quelques zones en Irak, notamment les villes de Tal Afar (50 km à l'ouest de Mossoul) et Hawija (environ 300 km au nord de Bagdad) et des zones désertiques de la province d'Al-Anbar (ouest), comme la région d'Al-Qaïm, frontalière de la Syrie.

Le groupe extrémiste tient également des territoires dans l'est et le centre de la Syrie, dont la vallée de l'Euphrate autour de Deir Ezzor, même s'il a perdu du terrain depuis 2015 et que son fief de Raqqa (nord) est assiégé par des forces soutenues par Washington.

Avec l'Agence France Presse
Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



Le Devoir sur ledevoir.com



sur Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par courriel publicite@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3452
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com